

Conditions Générales de Banque et de Prestation de Services

Régissant les relations entre CAIXA GERAL DE DEPÓSITOS Succursale de Luxembourg et ses clients

(Ci-après dénommées les «**Conditions Générales**»)

CAIXA GERAL DE DEPÓSITOS S.A. – Succursale de Luxembourg, sise L-1637 Luxembourg, 7, rue Goethe, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 61.314, ci-après dénommée la «**Banque** »

I. DISPOSITIONS GENERALES	3	ARTICLE 14 : PREUVE DES INSTRUCTIONS DU CLIENT	6
ARTICLE 1 : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION.....	3	ARTICLE 15 : REFUS D'EXECUTION DES INSTRUCTIONS DU CLIENT	6
ARTICLE 2 : LIEU D'EXECUTION DES OBLIGATIONS	3	RESTRICTIONS A LA RESPONSABILITE DE LA BANQUE	7
ARTICLE 3 : DROIT APPLICABLE ET JURIDICTIONS COMPETENTES	3	ARTICLE 16 : RESPONSABILITE DE LA BANQUE.....	7
ENTREE EN RELATION ET IDENTIFICATION DES CLIENTS	3	ACCES ET MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES ET TARIFAIRES DE LA BANQUE.....	7
ARTICLE 4 : IDENTIFICATION DES CLIENTS ET BENEFICIAIRES ECONOMIQUES, DOCUMENTATION RELATIVE A LEUR IDENTIFICATION ET CAPACITE JURIDIQUE	3	ARTICLE 17 : ACCES AUX CONDITIONS GENERALES DE LA BANQUE	7
ARTICLE 5 : FISCALITE	3	ARTICLE 18: MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES, DES CONDITIONS TARIFAIRES ET TAUX PRATIQUES	7
5.1 <i>EVASION FISCALE</i>	3	18.1 <i>MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES</i> ..	7
5.2 <i>FATCA</i>	3	18.2 <i>MODIFICATION DES CONDITIONS TARIFAIRES</i> ...	7
5.3 <i>ECHANGE AUTOMATIQUE D'INFORMATIONS EN MATIERE FISCALE _ CRS</i>	4	UNICITE DE COMPTES, COMPENSATION, CONNEXITE DES OPERATIONS, GAGE GENERAL	7
ARTICLE 6 : POUVOIRS DE SIGNATURE ET SPECIMEN DE SIGNATURE	4	ARTICLE 19: UNICITE DE COMPTE	7
FRAIS ET COMMISSIONS	4	ARTICLE 20 : CLAUSE DE COMPENSATION.....	8
ARTICLE 7 : FRAIS, COMMISSIONS, IMPOTS ET TAXES TARIFAIRES	4	ARTICLE 21 : CONNEXITE DES OPERATIONS.....	8
COMMUNICATIONS	4	ARTICLE 22 : GAGE GENERAL	8
ARTICLE 8 : COMMUNICATIONS DESTINEES AU CLIENT.....	4	SUCCESSIONS	8
ARTICLE 9 : COMMUNICATION DU CLIENT DESTINEE A LA BANQUE	4	ARTICLE 23 : SUCCESSIONS	8
ARTICLE 10 : AUTRES FORMES DE COMMUNICATION (E-MAIL, TELEPHONE, COURRIER, TELECOPIE)	4	MANDATS ET PROCURATIONS	8
ARTICLE 10.1 COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES 5		ARTICLE 24 : MANDATS ET PROCURATIONS	8
ARTICLE 10.2 TELECOPIES.....	5	SECRET PROFESSIONNEL	9
ARTICLE 10.3 CONVERSATIONS TELEPHONIQUES 5		ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL	9
OBLIGATIONS DE RENSEIGNEMENTS DU CLIENT.....	5	DONNEES PERSONNELLES	9
ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DE RENSEIGNEMENT DU CLIENT PENDANT LA DUREE DE LA RELATION D'AFFAIRES..	5	ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	9
INSTRUCTIONS DU CLIENT	5	26.1 <i>TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</i>	9
ARTICLE 12 : INSTRUCTIONS DU CLIENT	5	26.2 <i>TRAITEMENT DES DONNEES DANS LE CADRE DE TRANSFERT DE FONDS</i>	10
ARTICLE 13 : MODALITES D'EXECUTION.....	5	ARTICLE 27 : ARCHIVAGE ET PRODUCTION DE PIECES / CONSERVATION DE DOCUMENTS	10
		RECLAMATIONS	10
		ARTICLE 28 : RECLAMATION DU CLIENT	10

DROIT DE LA BANQUE DE METTRE FIN AUX RELATIONS AVEC LE CLIENT	10	46.2. DISTINCTION ENTRE LES OPERATIONS DE PAIEMENT INITIEES PAR DES CONSOMMATEURS ET LES OPERATIONS INITIEES PAR DES NON-CONSOMMATEURS.....	15
ARTICLE 29 : ANNULATION DE SERVICE/LIQUIDATION ET CLOTURE DU COMPTE/RESILIATION DES CONVENTIONS ..	10	46.3. DUREE ET RESILIATION DES CONTRATS AYANT POUR OBJET LA PRESTATION DE SERVICES DE PAIEMENT	15
DEVISES	10	ARTICLE 47 : EXECUTION DES MOUVEMENTS SUR LE COMPTE (VIREMENT/TRANSFERT, CARTE BANCAIRE, ORDRES PERMANENTS (DEBIT DIRECT), DOMICILIATION, RETRAIT ET DEPOT D'ESPECES)	15
ARTICLE 30 : DEVISES	10	VIREMENTS DE FONDS	15
SURVEILLANCE ET GARANTIE DES DEPOTS.....	11	47.1. DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX VIREMENTS DE FONDS.....	15
ARTICLE 31 : AUTORITE DE SURVEILLANCE ET GARANTIE DES DEPOTS DU CLIENT	11	47.2. AUTORISATION DES OPERATIONS DE PAIEMENT....	16
31.1 AUTORITE DE SURVEILLANCE.....	11	47.3. RECEPTION D'UN ORDRE DE PAIEMENT	16
31.2 GARANTIE DES DEPOTS	11	47.4. REVOCATION DES ORDRES DE PAIEMENT	16
II. COMPTES BANCAIRES	11	47.5. EXECUTION D'UN ORDRE DE PAIEMENT ET FRAIS ASSOCIES	16
COMPTES OUVERTS PAR LA BANQUE	11	47.6.1. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX VIREMENTS DE FONDS INITIES PAR UN CONSOMMATEUR 16	
ARTICLE 32 : DEFINITIONS (COMPTE DE REFERENCE ET COMPTE ASSOCIE).....	11	47.6.2. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX VIREMENTS DE FONDS INITIES PAR UN NON- CONSOMMATEUR	16
ARTICLE 33 : OUVERTURE DE COMPTE	11	ORDRES PERMANENTS ET DOMICILIATIONS	17
ARTICLE 34: ARRETES DE COMPTES MENSUELS, TRIMESTRIELS, SEMI-ANNUEL OU ANNUEL	11	47.7. ORDRES PERMANENTS	17
ARTICLE 35 : COMPTE COURANT (COMPTE A VUE)	11	DOMICILIATION SEPA.....	17
ARTICLE 36 : COMPTE A TERME	11	47.8. FONCTIONNEMENT DU COMPTE PAR ORDRES DE DOMICILIATION SEPA	17
ARTICLE 37 : COMPTE D'EPARGNE	11	47.9. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A TOUT TYPE DE DOMICILIATION SEPA.....	17
ARTICLE 38 : POUVOIRS DE MOUVEMENTER LES COMPTES	12	47.10. DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX DOMICILIATIONS DE TYPE SDD CORE.....	17
38.1. UTILISATION DE COMPTE PAR SYSTEME DE BANQUE ELECTRONIQUE.....	12	47.11. DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX DOMICILIATIONS DE TYPE SDD B2B.....	18
FONCTIONNEMENT	12	CARTES BANCAIRES	18
38.2 EXCLUSION DE RESPONSABILITE	12	ARTICLE 48 : CARTES BANCAIRES.....	18
38.2. COMPTE JOINT.....	13	48.1. 3DSECURE _ CONDITIONS D'UTILISATION	18
38.3. COMPTE INDIVIS	13	RETRAIT D'ESPECES ET DEPOTS D'ESPECES EN EURO... 19	
38.4. DISPOSITIONS COMMUNES.....	13	ARTICLE 49: RETRAIT D'ESPECES	19
ARTICLE 39 : COMPTE AU NOM DE MINEURS, INTERDITS ET INCAPABLES	13	ARTICLE 50: DEPOT D'ESPECES.....	19
ARTICLE 40 : DECOUVERT EN COMPTE	13	RETRAIT D'ESPECES ET DEPOTS D'ESPECES EN DEVISES	19
ARTICLE 41 : REDRESSEMENT D'ERREURS EN COMPTE .14		IV. SERVICES DE CREDIT	19
ARTICLE 42 : EXTRAITS DE COMPTES	14	ARTICLE 51 : CONDITIONS GENERALES DES PRETS ET CREDITS	19
ARTICLE 43 : COMPTES DORMANTS/INACTIFS.....	14	ARTICLE 52 : INTERETS, COMMISSIONS ET FRAIS	19
ARTICLE 44 : CLOTURE DE COMPTE	14	ARTICLE 53 : CONTRATS CONCLUS AVEC DES CONSOMMATEURS	19
III. SERVICES DE PAIEMENT ET SEPA	14		
ARTICLE 45 : DISPOSITIONS GENERALES	14		
ARTICLE 46 : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AU PAIEMENT INTRA-COMMUNAUTAIRES.....	15		
46.1. CHAMP D'APPLICATION.....	15		

I. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les relations contractuelles entre la Banque et ses Clients sont soumises à la loi luxembourgeoise et régies par les présentes Conditions Générales de la Banque, ainsi que par les conventions spéciales qui pourront être conclues entre la Banque et le Client, dans le respect des lois et règlements en vigueur, ainsi que par les usages bancaires.

Par leur entrée en relation d'affaires, la Banque et ses Clients se soumettent aux dispositions des présentes Conditions Générales telles qu'elles pourront être modifiées le cas échéant, dont la seule version authentique est la version en langue française. En cas de divergence avec des versions en d'autres langues, le texte français est le seul à prendre en considération.

ARTICLE 2 : LIEU D'EXECUTION DES OBLIGATIONS

Sauf disposition contraire dans les présentes Conditions Générales ou autres conditions particulières de la Banque, le siège de la Banque, est le lieu d'exécution des obligations de la Banque envers le Client et du Client envers la Banque.

ARTICLE 3 : DROIT APPLICABLE ET JURIDICTIONS COMPETENTES

Les relations entre la Banque et le Client sont régies par le droit luxembourgeois.

Sans préjudice de l'application du droit luxembourgeois, le Client s'engage à respecter à tout moment, pour les besoins de ses relations avec la Banque, la législation qui lui est applicable en fonction de sa nationalité, de son domicile, ou de son lieu de transaction. Le Client est seul responsable de toutes conséquences que la violation d'une telle réglementation qui lui serait applicable pourrait entraîner à son détriment ou au détriment de la Banque ou d'un tiers.

Les tribunaux du Grand-duché de Luxembourg seront seuls compétents pour toute contestation entre le Client et la Banque.

ENTREE EN RELATION ET IDENTIFICATION DES CLIENTS

ARTICLE 4 : IDENTIFICATION DES CLIENTS ET BENEFICIAIRES ECONOMIQUES, DOCUMENTATION RELATIVE A LEUR IDENTIFICATION ET CAPACITE JURIDIQUE

En matière d'identification d'un Client, les relations entre la Banque et le Client sont principalement régies par la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et par les modalités d'application de cette loi.

- Le Client s'engage à communiquer, préalablement à toute entrée en relation d'affaires :
- toute donnée personnelle et document d'identification requise par la Banque aux fins d'identification du Client ; et
- sur le bénéficiaire économique d'une relation d'affaires, d'un compte ou d'une opération ; et
- toute information et tout document relatif à l'objet de la relation d'affaires et au but des services requis auprès de la Banque. Le Client devra communiquer toutes les informations quant à la nature et l'objet de son entrée en relation d'affaires.

L'identification du Client ainsi que du bénéficiaire économique de la relation d'affaires, d'un compte ou d'une opération se fera sur base des formulaires d'identification standardisés tels que mis à disposition par la Banque à ses Clients.

Le Client communique à la Banque toute information et tout document justificatif relatif à son statut juridique et fiscal, son domicile ou son siège social et sa situation.

Le Client garantit l'authenticité de toute pièce transmise par ses soins ou ceux de son mandataire. Il décharge la Banque de toute responsabilité quant à l'authenticité, la fidélité et la validité des pièces qui lui sont remises. La Banque peut demander la communication, dans la forme qu'elle estime appropriée, de tout document supplémentaire justifiant des déclarations du Client, et notamment tout document établi par un tiers que la Banque estimerait être une source fiable et indépendante du Client permettant l'identification du Client ou du bénéficiaire économique de la relation d'affaires, d'un compte ou d'une opération.

Le Client est tenu de communiquer spontanément et immédiatement toutes modifications relatives aux informations et documents qu'il a fourni lors de l'entrée en relation d'affaires avec la Banque. Tout changement d'adresse doit être notifié par le Client à la Banque par écrit, accompagné d'un justificatif de résidence.

Toute communication de la Banque est valablement effectuée si elle a été expédiée à la dernière adresse indiquée par le Client et cela même si la lettre n'est pas parvenue à destination.

En cas de non communication d'informations ou d'un ou plusieurs documents sollicités par la Banque, celle-ci se réserve le droit :

- (i) de ne pas ouvrir de compte au nom du Client jusqu'à complète satisfaction des demandes de la Banque ;
- (ii) en cas de remise d'avoirs, de déposer ces avoirs sur un compte bloqué non porteur d'intérêts, ces avoirs étant restitués au Client après complétion des informations requises à la satisfaction de la Banque ;
- (iii) de ne pas accepter le Client et de refuser toute entrée en relation d'affaires ; ou
- (iv) de mettre fin à une relation d'affaires avec le Client.

ARTICLE 5 : FISCALITE

5.1 EVASION FISCALE

En signant les présentes Conditions Générales de la Banque le Client déclare que l'entrée en relation avec la Banque n'a pas pour but de participer de quelque manière que ce soit, à une quelconque forme d'évasion fiscale ou de contourner de quelque manière que ce soit une quelconque réglementation fiscale dans son pays de résidence.

La Banque s'engage à mettre à la disposition du Client toute information qui lui serait nécessaire afin de compléter sa déclaration fiscale.

5.2 FATCA

Le Client s'engage à informer la Banque s'il considère être un assujetti fiscal américain ("US Person") aux termes de la



réglementation américaine en matière fiscale. La Banque ne peut en aucun cas être tenue responsable des conséquences dommageables d'une omission de transmettre les informations ou d'une déclaration fausse ou erronée du Client.

Le Client, personne physique, s'engage à informer sans délai la Banque de toute modification en relation avec sa capacité juridique, son domicile, son statut fiscal ou sa situation personnelle. La Banque ne répond pas d'un préjudice causé par ou en relation avec l'incapacité juridique du Client, de ses mandataires, héritiers, légataires et/ou ayants-droits.

5.3 ECHANGE AUTOMATIQUE D'INFORMATIONS EN MATIERE FISCALE _ CRS

La Banque attire l'attention du Client sur les obligations légales et réglementaires auxquelles il est personnellement soumis en raison de sa nationalité ou de sa résidence. Il s'engage à informer la Banque s'il considère être un assujetti fiscal d'un pays participant aux termes de la réglementation de l'Echange Automatique d'Informations Fiscales. La Banque ne peut en aucun cas être tenue responsable des conséquences d'une omission de transmettre les informations ou d'une déclaration fausse ou erronée du Client.

Le Client, personne physique ou morale, s'engage à informer sans délai la Banque de toute modification en relation avec sa capacité juridique, son domicile, son statut fiscal ou sa situation personnelle. La Banque ne répond pas d'un préjudice causé par ou en relation avec l'incapacité juridique du Client, de ses mandataires, héritiers, légataires et/ou ayants-droits.

ARTICLE 6 : POUVOIRS DE SIGNATURE ET SPECIMEN DE SIGNATURE

Les pouvoirs de signature venant à régir les opérations du (des) compte(s) du Client sont définies lors de l'entrée en relation du Client avec la Banque.

La ou les personnes ayant pouvoir de remettre à la Banque des ordres concernant un compte, remettent à celle-ci le spécimen de leur(s) signature(s).

Le Client, et spécialement un Client personne morale ou représenté par un mandataire, est tenu de notifier à la Banque, par écrit, toute modification quelconque apportée à l'étendue ou à la validité des pouvoirs des signatures relatives au(x) compte(s) du Client. Le Client sera seul responsable de toutes les conséquences qui résulteraient d'une absence d'information en ce sens à la Banque.

En matière de conformité de signature(s) avec le spécimen déposé, la Banque ne répond que de sa faute lourde. Tout changement de type de signature par un titulaire ou son mandataire doit faire l'objet d'un nouveau spécimen auprès de la Banque, à défaut de quoi cette dernière ne peut être tenue pour responsable d'une quelconque non-conformité du spécimen initialement remis à la Banque.

FRAIS ET COMMISSIONS

ARTICLE 7 : FRAIS, COMMISSIONS, IMPOTS ET TAXES TARIFAIRES

Les frais, commissions, impôts et autres taxes tarifaires, de quelque nature qu'ils soient, incombant au Client sont définies dans les conditions tarifaires de la Banque, telles qu'actuellement en vigueur lesquelles font partie intégrante

des présentes Conditions Générales, consultables en agence.

Tous droits de timbre ou d'enregistrement, tous droits dus sur la transmission des biens, toutes taxes, droits ou rétributions exigibles du chef ou à l'occasion de n'importe quelle opération avec la Banque demeurent à la charge du Client.

Les impôts sur les revenus de capitaux que la Banque paie en qualité de débitrice ou d'intermédiaire demeurent à la charge du bénéficiaire des revenus.

Le Client autorise la Banque à débiter son compte des frais et commissions pour lesquels les extraits de compte tiendront lieu de factures pour services rendus.

COMMUNICATIONS

ARTICLE 8 : COMMUNICATIONS DESTINEES AU CLIENT

D'une façon générale, toute communication entre la Banque et le Client sera réalisée dans l'une des langues officielles du Grand Duché de Luxembourg, ou dans toute autre langue compréhensible pour le Client et convenue lors de l'entrée en relation avec le Client.

Les communications de la Banque au Client sont, à défaut d'autre(s) moyen(s) de communication agréé(s) entre la Banque et le Client, réalisées par écrit, par voie postale.

Toute communication par courrier de la Banque au Client est valablement effectuée si elle a été expédiée à l'adresse renseignée par le Client dans les documents d'ouverture de compte, ou le cas échéant à la dernière adresse indiquée par le Client et cela même si le courrier n'est pas parvenu à destination. La preuve de l'envoi de la correspondance au Client est valablement établie par la production de la copie de cette correspondance par la Banque.

La correspondance relative à des opérations de la Banque effectuées pour le compte de plusieurs personnes est valablement envoyée à l'adresse indiquée par ces personnes, ou, à défaut d'une telle indication, à l'adresse de l'une quelconque de ces personnes.

Au cas où le Client n'aurait pas reçu les documents, extraits de compte ou autres avis se rapportant à une opération déterminée dans les délais normaux d'acheminement du courrier par la poste, le Client est tenu d'en aviser la Banque dès qu'il aura connaissance de ce fait.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION DU CLIENT DESTINEE A LA BANQUE

Le Client peut adresser à la Banque toute communication, soit à l'occasion d'un rendez-vous avec son conseiller habituel, soit par courrier daté et signé, sinon par toute autre voie de communication agréée entre la Banque et le Client.

Le Client garantit l'authenticité de toute pièce transmise par ses soins ou ceux de son mandataire. Il décharge la Banque de toute responsabilité quant à l'authenticité, la fidélité et la validité des pièces qui lui sont remises.

ARTICLE 10 : AUTRES FORMES DE COMMUNICATION (E-MAIL, TELEPHONE, COURRIER, TELECOPIE)

Le Client et la Banque peuvent convenir, suivant ces Conditions Générales ou par convention spéciale, d'autres moyens de communication entre la Banque et le Client, incluant les communications par voie électronique, par télécopies ou par téléphone.



La Banque se réserve le droit d'exiger de manière discrétionnaire confirmation de tout instruction communiquée par une de ces voies de communication, et de suspendre l'exécution de toute instruction jusqu'à réception d'une confirmation écrite d'une telle instruction par le Client.

Les présentes instructions sont également valables jusqu'à révocation écrite et elles restent également valables en cas de décès, de déclaration de disparition, de pertes des droits civils, de faillite, de dissolution ou de cessation d'activité. Ces instructions sont également valables pour chacun des représentants du Client actuel ou qu'il pourrait nommer ultérieurement, ainsi que pour tous les Co-titulaires de la relation.

ARTICLE 10.1 COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

La Banque et le Client peuvent suivant convention spéciale convenir de modalités de communication par voie électronique.

ARTICLE 10.2 TELECOPIES

En cas de communication par télécopie, la Banque et le Client conviennent que seul le document tel qu'il est reçu par la Banque fera preuve des messages transmis par télécopieur par le Client. Ce document est conservé par la Banque sur support papier ou support électronique durable. Une copie du document reçu par la Banque pourra être délivrée au Client sur demande de ce dernier.

Au cas où le Client souhaiterait obtenir un accusé de réception du message et la confirmation du contenu de celui-ci, il le mentionnera expressément dans le message expédié. La Banque accusera réception du message et en confirmera le contenu, si possible par le même canal et dans les meilleurs délais.

Le Client se reconnaît valablement engagé par la copie de la signature de l'expéditeur telle qu'elle est portée sur le document reçu du système de télécopie du Client par la Banque. Il supporte seul les conséquences dommageables de fraude ou d'erreurs affectant les messages transmis par télécopieur, sauf pour le Client à démontrer que l'erreur ou la fraude émanent de la Banque ou de son personnel.

ARTICLE 10.3 CONVERSATIONS TELEPHONIQUES

Le Client qui donne à la Banque des ordres téléphoniques est pleinement conscient de tous les risques relatifs à l'usage du téléphone et se déclare prêt à les assumer intégralement, particulièrement ceux inhérents à d'éventuelles erreurs d'identification ou d'interprétation, à l'abus de tiers non autorisés, aux retards, irrégularités, malentendus et confusions de n'importe quel genre et prend l'entière responsabilité de l'interprétation ou de l'exécution erronée ou encore de la non-exécution de tels ordres par la Banque.

Le Client décharge la Banque de toute responsabilité pour d'éventuelles conséquences à lui défavorable pouvant résulter de l'exécution, inexécution, mauvaise ou partielle exécution de ses instructions et renonce à intenter contre la Banque toutes actions légales dans ces cas.

La Banque se réserve le droit d'exiger et d'attendre la confirmation écrite ou télécopiée des ordres téléphoniques avant de les exécuter.

OBLIGATIONS DE RENSEIGNEMENTS DU CLIENT

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DE RENSEIGNEMENT DU CLIENT PENDANT LA DUREE DE LA RELATION D'AFFAIRES

Pendant toute la durée de la relation d'affaires entre le Client et la Banque, le Client s'engage, nonobstant les obligations d'informations et de déclarations lui incombant en vertu des Articles 4, 5, 6 et 9 ci-dessus:

- (i) à informer la Banque dans les quinze jours de tous faits susceptibles d'affecter sérieusement l'importance ou la valeur de son patrimoine ou d'augmenter sensiblement le volume de ses engagements ;
- (ii) à informer la Banque dans les plus brefs délais, et produire au besoin toutes justifications nécessaires, de toute mutation, expropriation pour cause d'utilité publique, saisie en cours de tout bien mobilier ou immobilier appartenant tant à lui-même qu'aux éventuels garants des obligations du Client envers la Banque.

INSTRUCTIONS DU CLIENT

ARTICLE 12 : INSTRUCTIONS DU CLIENT

Sauf convention spéciale contraire entre la Banque et le Client, les instructions du Client doivent par principe être adressés à la Banque par écrit et être dûment signés en conformité avec le spécimen de signature(s) et le pouvoir de signature(s) définis pour le(s) compte(s) du Client. La Banque est en droit de ne pas exécuter les ordres lorsque ceux-ci ne lui sont pas parvenus par écrit, ne sont pas revêtus d'une signature et/ou ne sont pas revêtus d'une signature d'apparence conforme au spécimen de signature(s) et/ou au pouvoir de signature définis pour le(s) compte(s) du Client.

Tous les ordres donnés par télécopie, téléphone, tout moyen électronique ou autre sont exécutés par la Banque sous la responsabilité du Client, suivant les termes des Conditions Générales et conventions spéciales régissant les modalités de communication du Client avec la Banque.

Le titulaire d'un compte peut donner à la Banque des instructions permanentes pour l'exécution de paiements périodiques divers.

ARTICLE 13 : MODALITES D'EXECUTION

Le Client donne mandat à la Banque de procéder à l'exécution de tous les ordres de paiement, quel qu'en soit le support, dont la signature aura une apparence conforme au(x) spécimen(s) déposé(s) lors de l'entrée en relation d'affaires.

La Banque exécutera les ordres donnés par voie électronique (email), télécopie ou téléphone, dont l'authenticité pourra être assurée suivant les dispositions applicables à ces moyens de communication. La Banque se réserve expressément le droit de ne pas exécuter une instruction si la Banque estime de manière discrétionnaire qu'elle ne revêt pas un caractère d'authenticité suffisant.

La Banque pourra demander au Client toute information ou document nécessaire pour s'assurer de son identité. Elle n'encourra aucune responsabilité en refusant l'exécution d'ordres donnés par une personne dont l'identification ne lui aura pas semblée suffisante.

Sur demande de la Banque, le Client est tenu de lui confirmer toute instruction le même jour, par écrit, ou par tout autre moyen jugé nécessaire par la Banque.



Toute confirmation ou modification d'instruction par le Client devra comporter la mention expresse et non équivoque qu'il s'agit d'une confirmation ou modification d'instruction passée précédemment.

La Banque est dégagée de toute responsabilité pour l'exécution une seconde fois de l'ordre transmis par télécopie, par téléphone ou par transmission électronique dont la Banque aurait reçu l'original par courrier sans qu'il soit fait expressément mention qu'il s'agit de la confirmation ou de la modification d'une instruction transmise précédemment par télécopie, par téléphone ou par voie électronique.

Toutes les instructions verbales, ou transmises par télécopie, par téléphone ou par transmission électronique, qui seront exécutées par la Banque, le seront aux risques et périls du Client qui s'engage à en supporter toutes les conséquences pécuniaires et autres qui pourraient en résulter, notamment des risques d'usurpations d'identité par des tiers, de malentendus, erreurs ou doubles emplois.

La Banque décline toute responsabilité pour les conséquences quelconques qui pourraient résulter des retards, des erreurs ou des omissions dans la transmission ou le contenu des messages adressés par le Client, pour autant que ces retards, erreurs ou omissions ne lui soient pas imputables, ainsi que pour toute information relative au bénéficiaire d'une instruction passée par le Client, la Banque étant admise à supposer que les informations communiquées par le Client concernant le bénéficiaire sont correctes.

Le Client décharge la Banque de toute responsabilité pour toute conséquence éventuelle pouvant résulter de l'exécution, inexécution, partielle ou totale, de ses instructions communiquées par voie téléphonique.

Par principe, à la réception d'une instruction la Banque exécute cette instruction suivant les coordonnées d'identification d'un bénéficiaire résultant des coordonnées bancaires IBAN (ou équivalentes) du compte de ce bénéficiaire.

Si le Client communique dans son instruction des instructions additionnelles, la Banque n'est responsable que de l'exécution de l'instruction conformément aux coordonnées bancaires IBAN fournies par le Client.

Toute instruction exécutée par la Banque suivant les coordonnées bancaires IBAN d'un bénéficiaire communiquées par le Client est réputée dûment exécutée pour ce qui concerne le bénéficiaire de l'instruction tel qu'identifié par les coordonnées bancaires IBAN.

Si ces coordonnées bancaires IBAN sont inexactes, erronées ou incomplètes, la Banque ne peut être tenue responsable de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'instruction.

Dans ce cas, la Banque s'efforcera dans la mesure du raisonnable, de recouvrer les fonds concernés par l'exécution d'une instruction erronée, le cas échéant au frais du Client suivant les frais et tarifs des services de la Banque en vigueur.

ARTICLE 14 : PREUVE DES INSTRUCTIONS DU CLIENT

Lorsque la Banque exécute une instruction donnée par le Client, la télécopie en possession de la Banque ou sa photocopie, un enregistrement téléphonique ou un courrier électronique comportant signature électronique portant une telle instruction constitueront la preuve du contenu et de la transmission des instructions du Client; ces documents

engageront le Client dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets juridiques qu'un écrit comportant une signature manuscrite.

La preuve de l'exécution des ordres est suffisamment établie par l'inscription de l'opération à l'extrait de compte, décomptes et/ou toutes correspondances établis par quelque moyen que ce soit et fournis par la Banque au Client. A défaut d'un tel document, cette preuve résultera de l'inscription de l'opération dans les livres de la Banque.

Les livres et documents de la Banque seront considérés comme probants jusqu'à preuve contraire. La preuve contre les reproductions micrographiques et les enregistrements informatiques effectués par la Banque à partir de documents originaux ne pourra être rapportée par le Client que par un document de même valeur juridique.

Il incombe au Client, agissant à titre professionnel ou commercial, d'apporter la preuve qu'une opération de paiement contestée n'a pas été autorisée.

Le Client qui est en possession d'une carte à piste magnétique et/ou à puce permettant l'accès aux guichets bancaires informatisés accepte expressément que la preuve de l'opération effectuée à un guichet automatique ou à un terminal point de vente se fait par les enregistrements effectués par le distributeur automatique et/ou le système des terminaux points de vente et que ces enregistrements font foi tant dans les relations entre la Banque et le Client qu'à l'égard des tiers.

Ces dispositions s'appliquent également aux cas où le Client effectue à distance des transactions bancaires sécurisées par une signature électronique ou par tout autre processus de validation conventionnellement arrêté avec le Client.

La Banque est autorisée à produire à sa décharge, et cela aussi en justice, des copies ou reproductions des originaux de tous les documents et pièces reproduits suivant des procédés photographiques, par micro-filmage etc., assurant toutes les garanties quant à leur conformité avec les originaux. Il en est de même pour tous les contrats que la Banque pourra produire en copie, sauf dispositions légales contraires.

ARTICLE 15 : REFUS D'EXECUTION DES INSTRUCTIONS DU CLIENT

La Banque peut refuser d'exécuter une instruction du Client, notamment lorsque le compte débité du Client contient une provision insuffisante. En cas d'inexécution d'une échéance d'un ordre permanent, la Banque peut résilier l'ordre permanent.

La Banque peut encore refuser d'exécuter toute opération et/ou bloquer tous comptes ou opérations, dans tous les cas où elle estime qu'il existe un risque que cette opération pourrait contrevenir à la loi ou à toute obligation ou réglementation à laquelle la Banque est tenue ou s'est engagée à respecter. Il en ira ainsi notamment dans les cas suivants :

- (i) en vertu de toute législation communautaire ou nationale, telle que la législation relative à la lutte contre le blanchiment et au financement du terrorisme, notamment et plus particulièrement quant à son obligation de connaissance du Client ;
- (ii) en cas d'injonction ou d'un ordre émanant de toute autorité compétente visant au gel de fonds ou toute mesure particulière liée à la prévention de crimes ou aux enquêtes concernant ceux-ci ;



- (iii) au cas où la Banque constate que le Client a fait de fausses déclarations ou des déclarations incomplètes.

Sur demande du Client, la Banque notifiera ou mettra à la disposition du Client ce refus d'exécution, ainsi que le cas échéant la procédure à suivre pour corriger toute erreur factuelle ayant entraîné ce refus, dans le respect des dispositions légales applicables. La Banque pourra imputer au Client des frais suivant les frais et tarifs en vigueur dans le cas d'un refus objectivement justifié.

Le Client ne pourra prétendre à aucune indemnisation du fait du blocage du compte dans les conditions du présent article.

La Banque sera autorisée à refuser toute demande de déblocage formulée par le Client, aussi longtemps que, à son entière appréciation, elle estime que les raisons du blocage existent toujours.

RESTRICTIONS A LA RESPONSABILITE DE LA BANQUE

ARTICLE 16 : RESPONSABILITE DE LA BANQUE

Sans préjudice de ce qui suit, la Banque ne répond dans les relations avec ses Clients que de sa faute lourde.

La Banque n'assume aucune responsabilité du chef du préjudice que ses Clients pourraient subir en raison d'événements de force majeure, de tout événement généralement quelconque d'ordre politique, économique ou social de nature à troubler, désorganiser ou interrompre totalement ou partiellement les services de la Banque alors même que ces événements ne seraient pas de force majeure.

Elle n'est pas non plus responsable du préjudice qui pourrait résulter pour ses Clients de décisions prises par les autorités luxembourgeoises ou étrangères, notamment en matière de contrôle des changes, d'encadrement des crédits, de retenue à la source, etc.

De même, la Banque décline toute responsabilité pour les conséquences généralement quelconques qui pourraient résulter des retards ou des erreurs dans la transmission des messages adressés pour compte de ses Clients pour autant que ces retards ou erreurs ne lui soient pas imputables.

ACCES ET MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES ET TARIFAIRES DE LA BANQUE

ARTICLE 17 : ACCES AUX CONDITIONS GENERALES DE LA BANQUE

Les présentes Conditions Générales sont communiquées au Client, sur support papier ou autre support durable et sans frais, avant l'entrée en relation et sont acceptées par lui au moment de l'entrée en relation.

Après l'entrée en relation, la Banque fournit au Client, à sa demande et sous réserve le cas échéant de frais applicables suivant les conditions tarifaires, sur support papier ou autre support durable, copie des Conditions Générales de la Banque en vigueur et de toutes les autres conditions applicables aux services sollicités ou utilisés par le Client.

ARTICLE 18: MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES, DES CONDITIONS TARIFAIRES ET TAUX PRATIQUES

18.1 MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES

La Banque peut modifier à tout moment ses Conditions Générales ou ses conditions tarifaires par une information écrite au Client faite sur support papier ou sur tout autre support durable, suivant une information au Client faite deux

mois au moins avant la date d'entrée en vigueur de ces modifications, les modifications aux Conditions Générales prenant effet à la date indiquée sur l'avis d'information communiqué au Client.

En l'absence de refus de ces modifications aux Conditions Générales, par le Client, avant leur entrée en vigueur, les Conditions Générales telles que modifiées sont réputées acceptées par le Client. En cas de refus des modifications apportées aux Conditions Générales, le Client peut résilier la relation établie avec la Banque sans frais pour le Client. Le Client doit notifier par écrit cette résiliation avant l'entrée en vigueur des modifications apportées aux Conditions Générales.

Il est entendu que les modifications des Conditions Générales résultant d'un changement législatif ou réglementaire sont opposables au Client sans notification préalable.

18.2 MODIFICATION DES CONDITIONS TARIFAIRES

La Banque se réserve le droit de modifier ses conditions de taux d'intérêts, commissions, rémunérations et tous autres frais et accessoires en fonction des conditions du marché.

Sous réserve des modifications de taux d'intérêt ou de taux de change de référence, les conditions tarifaires de la Banque pourront être modifiées par la Banque suivant une information au Client faite deux mois au moins avant la date d'entrée en vigueur de ces modifications, les modifications aux conditions tarifaires prenant effet à la date indiquée sur l'avis d'information communiqué au Client.

En l'absence de refus de ces modifications aux conditions tarifaires, par le Client, avant leur entrée en vigueur, les conditions tarifaires telles que modifiées sont réputées acceptées par le Client. En cas de refus des modifications apportées aux conditions tarifaires, le Client peut résilier la relation établie avec la Banque sans frais pour le Client, le Client devant notifier par écrit cette résiliation avant l'entrée en vigueur des modifications apportées aux conditions tarifaires.

Les modifications de taux d'intérêt ou de taux de change de référence, ou de tous taux appliqués par la Banque et basés sur des taux d'intérêt ou des taux de change de référence, s'appliqueront sans délai suivant notification préalable de ces modifications au Client, sous réserve le cas échéant d'une fréquence ou de modalités particulières conclues avec le Client concernant la communication ou la mise à disposition d'informations.

UNICITE DE COMPTES, COMPENSATION, CONNEXITE DES OPERATIONS, GAGE GENERAL

ARTICLE 19: UNICITE DE COMPTE

Dans le respect des lois, règlements et conventions régissant les comptes spécialement affectés (p.ex. en faveur des notaires, des tuteurs ou des curateurs), tous les comptes d'un Client et dont ce Client est titulaire ou Cotitulaire, que ces comptes soient établis en une même monnaie ou en monnaies différentes, qu'ils constituent un compte courant ou un compte spécial, qu'ils soient à terme ou immédiatement exigibles, ou encore qu'ils soient soumis à des taux d'intérêt différents, ne constituent en fait et en droit que les éléments d'un compte général, unique et indivisible, dont la position globale créditrice ou débitrice à l'égard de la Banque n'est établie qu'après conversion en monnaie ayant cours légal au Grand-duché de Luxembourg au cours du jour de l'arrêté des comptes et des soldes en monnaie étrangère.



Caixa Geral de Depósitos Luxembourg

Le solde du compte unique, après conversion, est garanti par les sûretés réelles et personnelles attachées à l'un des comptes. En cas de résiliation des relations entre la Banque et le Client, ce solde est immédiatement exigible, ainsi que les intérêts débiteurs et les frais.

ARTICLE 20 : CLAUSE DE COMPENSATION

Il est convenu et le Client reconnaît que la Banque a le droit de compenser, sans mise en demeure ni autorisation préalable, à tout moment le solde créditeur d'un compte avec le solde débiteur d'un autre compte, quel qu'il soit, ouvert ou en faveur d'un même titulaire ou Co-titulaire et ce jusqu'à concurrence du découvert de ce dernier compte, en procédant à cet effet à des conversions de devises, s'il y a lieu.

ARTICLE 21 : CONNEXITE DES OPERATIONS

Sont connexes entre elles, toutes les opérations qu'un Client traite avec la Banque. La Banque est dès lors autorisée à ne pas exécuter ses obligations si le Client n'exécute pas l'une quelconque des obligations existant à sa charge.

ARTICLE 22 : GAGE GENERAL

Il est de convention expresse que les valeurs, titres, effets, marchandises et créances appartenant ou venant à appartenir au Client et déposés, soit à la Banque, soit pour le compte de la Banque chez des tiers, mais aux risques et périls du Client, sont constitués en gage au profit de la Banque, pour servir de sûreté et de garantie au remboursement de toutes ses créances, actuelles ou futures, en principal, frais, intérêts ou toute autre cause, conformément à la législation applicable en la matière.

La Banque se réserve le droit de procéder à la réalisation de son gage conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, telle que modifiée, sans mise en demeure préalable.

SUCCESSIONS

ARTICLE 23 : SUCCESSIONS

Sans préjudice des dispositions légales régissant le compte-joint, la Banque devra être avisée sans retard du décès d'un Client ou de son conjoint. A défaut de pareil avis, émis par les ayants-droit ou leurs mandataires, la Banque décline toute responsabilité si, après le décès du Client, les co-titulaires ou mandataires disposent des avoirs du Client auprès de la Banque.

La Banque adresse la correspondance relative à la succession à la dernière adresse connue du défunt, ou à un des ayants droit, sauf convention contraire.

Pour obtenir la restitution des avoirs du défunt, la Banque doit, dans le respect des dispositions légales, être mise en possession des pièces établissant la dévolution successorale et notamment d'un acte de notoriété ou d'un certificat d'hérédité, de même que de l'accord écrit de tous les ayants droit. La Banque ne répond pas de l'authenticité des pièces produites, mais se réserve le droit de ne pas accepter des documents dont l'authenticité pourrait être contestée.

La Banque peut donner suite à toute demande de renseignements afférents aux comptes et avoirs du défunt émanant d'un héritier ou d'un légataire universel, et mettre les frais éventuels à charge de la succession.

En cas de décès d'un mandant, le mandataire ne pourra se faire remettre les avoirs déposés sur les comptes détaillés lors de la conclusion du contrat.

La Banque se réserve le droit de suspendre l'exécution de toutes relations et services pour permettre aux héritiers de prendre position.

La Banque n'assume aucune responsabilité quant à l'exactitude et la véracité des informations fournies par les héritiers ou leur mandataire.

MANDATS ET PROCURATIONS

ARTICLE 24 : MANDATS ET PROCURATIONS

Le Client (le mandant) peut, sous sa responsabilité, donner à une ou plusieurs personnes (le ou les mandataires) une procuration pour exercer tout pouvoir de gestion et/ou de disposition sur ses comptes et sur tous les avoirs y déposés. Le mandant donne à cet effet procuration par acte séparé.

La Banque peut exiger que la procuration soit établie sous forme notariée. Ce document détermine les pouvoirs du ou des mandataire(s).

Toute procuration donnée à un tiers sur un compte doit être autorisée par tous les titulaires du compte.

Lorsque le compte est ouvert sous forme d'un compte indivis, chaque indivisaire peut seul donner procuration à une autre personne pour le représenter. Néanmoins, la procuration unique donnée au nom de tous les indivisaires devra être autorisée par tous les titulaires indivis du compte.

La Banque peut refuser toute procuration dont la complexité ne serait pas compatible avec les contraintes de gestion du (des) compte(s) du Client ou des avoirs y figurant.

La procuration peut être soit générale, soit spéciale.

Sous réserves des stipulations du paragraphe 5 ci-dessus, le mandataire ne sera autorisé à effectuer toute opération sur le (les) compte(s) de son mandant que dans les limites définies par la procuration qui lui aura été accordée.

Le mandataire engage la responsabilité du Client/du titulaire du compte.

La procuration prend fin :

- (i) En cas de renonciation par le mandataire ou de révocation du mandat par l'un ou l'autre des co-titulaires. Cette renonciation ou révocation prend effet à compter de la réception par la Banque d'une notification écrite par courrier recommandé adressé à la Banque. Il appartient au mandant ou au mandataire, selon les cas, d'informer le (les) Co-titulaire(s) du compte de la révocation ou de la renonciation du mandat ;
- (ii) En cas de décès du mandant, de l'un ou l'autre des Co-titulaires du compte joint ou du compte indivis, ou du mandataire, porté à la connaissance de la Banque ;
- (iii) En cas de mesure de tutelle ou autre mesure avec un effet équivalent, portée à la connaissance de la Banque, frappant le mandant, l'un des co-titulaires du compte joint ou du compte indivis ou le mandataire ainsi qu'en cas de révocation judiciaire ;
- (iv) Automatiquement en cas de clôture du compte.

A compter de la fin du mandat, le mandataire n'aura plus aucun pouvoir pour faire fonctionner le compte ni d'accéder aux informations concernant celui-ci même pour la période durant laquelle la procuration lui avait été conférée. En outre, il sera tenu de restituer sans délai à la Banque tous les moyens de paiement en sa possession.



La responsabilité de la Banque ne saurait être engagée pour les opérations effectuées conformément ou en apparence au mandat avant la fin de ce dernier.

SECRET PROFESSIONNEL

ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL

Conformément aux dispositions légales en vigueur, la Banque et toutes les personnes qui participent au service de la Banque sont tenues au secret professionnel. Sauf exception résultant de la réglementation applicable à la Banque ou sur instruction du Client, la Banque ne communique aux tiers aucun renseignement relatif à l'existence d'une relation entre la Banque et le Client ni aux opérations traitées par le Client.

DONNEES PERSONNELLES

ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

26.1 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la gestion et du suivi de la relation bancaire avec ses Clients, la Banque assume le rôle de responsable du traitement et traite les données à caractère personnel du Client pour des finalités déterminées, explicites et légitimes permettant l'identification du client (« know your customer »), l'analyse de sa capacité financière et de sa position sur le marché, la gestion du risque, la détection et prévention des fraudes, la poursuite de l'activité bancaire et l'intermédiation financière.

Les traitements des données que la Banque effectue sont nécessaires à l'exécution d'un (des) contrat (s) auquel(s) le Client est partie, notamment pour l'attribution du (des) respectif(s) modèle(s) de service, l'exécution de mesures précontractuelles demandées par le Client, ainsi qu'au respect des dispositions légales auxquelles la Banque est soumise (en ce compris la réglementation bancaire européenne et nationale émise par les autorités de surveillance), en particulier celles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, celles du Code de Commerce, celles de la législation applicable aux instruments financiers et celles de la loi sur les chèques.

Dans le cadre d'opérations de marketing direct, la Banque fournit les informations concernant les produits et services bancaires, en permettant au Client de faire leur choix librement et en connaissance de cause, s'appuyant pour cela sur un consentement libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle les Clients acceptent que leurs données à caractère personnel fassent l'objet d'un traitement.

Si nécessaire, les données seront traitées aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres de la Banque ou des tiers, notamment pour l'élaboration d'études de satisfaction afin d'évaluer la qualité des services prestés et de déterminer les procédures qui pourront améliorer les services au client, ainsi qu'en matière de consultation et échange de données avec des systèmes d'information de crédit pour évaluer la solvabilité et le risque d'impayés lors de l'octroi d'un crédit. Le client reconnaît que la Banque, dans une optique de sécurité des personnes et des biens, ainsi que de gestion des accidents, a le droit d'équiper son bâtiment et alentours de bâtiments accessibles au public de systèmes de vidéo-surveillance.

Les données à caractère personnel traitées par la Banque pourront être communiquées à, et être traitées par, des entités du Groupe CGD et d'autres entités prestataires externes spécialisées, opérant depuis le territoire

luxembourgeois ou non, assurant un niveau de protection adéquat et qui traitent ces données sous la responsabilité de la Banque, pour les besoins de la bonne gestion de la relation bancaire ou pour répondre aux obligations imposées à la Banque par la réglementation bancaire applicable. Tout traitement de données à caractère personnel est effectué dans le respect des dispositions légales applicables en la matière et se limite au strict nécessaire.

Tout Client reconnaît aux termes des présentes Conditions Générales qu'en donnant ordre à la Banque d'exécuter un paiement ou toute autre opération, les données nécessaires à l'exécution correcte de la transaction peuvent être traitées en dehors du Luxembourg.

La Banque s'engage à ne travailler qu'avec des prestataires externes ou sous-traitants qui assurent un niveau de sécurité adéquat et présentent des garanties suffisantes quant à la mise en place de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de sorte à ce que tout traitement de données par ces prestataires et sous-traitants réponde aux exigences légales et à la défense des droits du titulaire des données. Le Client reconnaît que la Banque a recours à ces prestataires de service afin d'être en mesure de lui garantir des services de qualité élevée, de se conformer à la réglementation et d'avoir, à ces fins, l'assistance de ressources spécialisées qualifiées.

Dans les cas prévus par la loi, la Banque peut divulguer des données à caractère personnel du Client aux autorités nationales ou étrangères, de surveillance, fiscales, judiciaires ou administratives.

La Banque peut recueillir des informations complémentaires, bien que de façon indirecte, destinées à compléter ou actualiser les données, notamment dans le cadre de la gestion du risque et du recouvrement, par le biais notamment de données obtenues par des organismes publics, tel que des systèmes d'information de crédit ou des entités habilités, pour l'exécution de contrats ou afin de répondre à des demandes de l'autorité de surveillance.

La Banque observe les dispositions légales relatives aux délais de conservation de données personnelles et de documents et peut conserver les données :

- a) pendant 10 ans après la cessation de la relation contractuelle ;
- b) pendant la durée nécessaire au respect des dispositions contractuelles ;
- c) à des fins probatoires jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel une action judiciaire ou extra-judiciaire demeure possible.

Il est loisible au Client de refuser la communication de telles données à la Banque ou d'interdire à celle-ci de les consigner sur support informatique. Dans ces cas, la Banque peut cependant refuser d'entrer en relation avec le Client ou mettre fin aux relations existantes.

La Banque est considérée comme responsable du traitement des données au sens de la législation en matière des données. Le Client peut à tout moment accéder aux informations le concernant en s'adressant aux agences de la Banque, par courrier écrit envoyé à l'adresse 7, rue Goethe, L 1637 Luxembourg ou par courriel envoyé à cgd@cgd.lu.

Le Client et toute autre personne concernée disposent, en vertu du règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données des personnes physiques à l'égard



du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE, d'un droit d'accès aux données traitées le concernant, du droit de demander leur rectification ou leur effacement, du droit de demander la limitation du traitement ou de s'opposer à leur traitement.

Le titulaire des données à caractère personnel a le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle.

26.2 TRAITEMENT DES DONNEES DANS LE CADRE DE TRANSFERT DE FONDS

Dans les limites et pour les finalités prévues à l'article 41 de la loi sur le secteur financier, les données à caractère personnel sont également susceptibles d'être communiquées à la maison-mère de la Banque ou chaque fois que la Banque y est légalement tenue ou autorisée, à des tiers.

Les données personnelles accompagnant les transferts de fonds sont traitées par la Banque et par d'autres entreprises spécialisées telles que SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication). Ces traitements peuvent s'effectuer par l'intermédiaire de centres localisés dans d'autres pays européens et aux Etats-Unis d'Amérique, opérant conformément à leur législation. En conséquence, les autorités des Etats-Unis d'Amérique peuvent demander un accès aux données personnelles stockées dans ces centres de traitement spécifiques.

Tout Client, donnant ordre à sa Banque d'exécuter un paiement ou toute autre opération, marque implicitement son accord avec le fait que toutes les données nécessaires à l'exécution correcte de la transaction peuvent être traitées en dehors du Luxembourg.

ARTICLE 27 : ARCHIVAGE ET PRODUCTION DE PIECES / CONSERVATION DE DOCUMENTS

La Banque conserve sur tout support approprié un enregistrement de tout service fourni et de toute transaction effectuée pour compte du Client pendant une durée de dix années. Par conséquent, et sauf dispositions légales contraires, la Banque a le droit de détruire dans ses archives les documents et pièces dont la date remonte à plus de dix ans.

La Banque pourra procéder à la destruction des documents sur support papier après une année sous réserve de conserver une copie de ces documents sur support magnétique ou électronique pendant la durée de dix années prévue ci-dessus.

RECLAMATIONS

ARTICLE 28 : RECLAMATION DU CLIENT

En cas réclamation, le Client peut, au choix :

- (i) introduire une réclamation auprès d'une des agences de la Banque,
- (ii) introduire une réclamation auprès du Service Compliance de la Banque par écrit en adressant sa réclamation au siège de la Banque

Le Client est tenu de signaler à la Banque les erreurs qui peuvent être contenues dans les documents et extraits de compte qui lui sont délivrés par la Banque. A défaut de réclamation par écrit dans les 30 jours à dater de l'expédition des documents et extraits de compte, les indications qui y

sont reprises sont, sauf erreur matérielle manifeste, réputées exactes et le Client est censé avoir approuvé ces documents et extraits.

La Banque peut à tout moment rectifier les erreurs matérielles commises par elle.

Au cas où le Client n'aurait pas reçu les documents, extraits de compte ou autres avis se rapportant à une opération déterminée dans les délais normaux d'acheminement du courrier par la poste, le Client est tenu d'en aviser immédiatement la Banque.

Le délai pré mentionné est porté à 13 mois pour toute réclamation concernant une opération de paiement non-autorisée ou mal-exécutée pour autant que le client soit intervenu à titre privé.

S'il s'agit d'un crédit passé erronément en compte, la Banque est en droit de débiter le compte du montant correspondant, même sans avoir obtenu l'accord préalable du Client.

Le Client a le droit d'introduire une réclamation auprès des autorités de surveillance.

DROIT DE LA BANQUE DE METTRE FIN AUX RELATIONS AVEC LE CLIENT

ARTICLE 29 : ANNULATION DE SERVICE/LIQUIDATION ET CLOTURE DU COMPTE/RESILIATION DES CONVENTIONS

Dans le cadre des conventions entre la Banque et le Client pour lesquelles il n'a pas été stipulé de terme, l'une ou l'autre des parties peut mettre fin aux relations réciproques à tout moment, sans indication de motifs et avec effet immédiat.

Dans tous les cas, la Banque peut, soit qu'elle constate que la solvabilité de son Client est compromise, que les suretés obtenues sont insuffisantes ou que les sûretés demandées n'ont pas été obtenues, soit encore qu'elle constate que sa responsabilité peut être engagée par la continuation de ses liens avec son Client ou que les opérations de son Client paraissent pouvoir être contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou alors risquent de porter atteinte à la réputation de la Banque, mettre fin avec effet immédiat, sans mise en demeure préalable, aux relations réciproques.

En cas de fin des relations contractuelles, toutes dettes du Client deviennent immédiatement exigibles. La Banque est en droit d'appliquer toute compensation et tout gage.

DEVISES

ARTICLE 30 : DEVISES

La devise du (des) compte(s) du Client est déterminée lors de l'entrée en relation d'affaires du Client avec la Banque.

En cas de dépôts d'avoirs en monnaies étrangères, la Banque placera ces actifs au nom de la Banque mais pour le compte et aux risques du Client auprès de correspondants choisis par la Banque et établis soit dans le pays d'origine de la devise de la monnaie étrangère concernée, soit dans un autre pays.

La Banque n'engagera en aucun cas sa responsabilité pour le choix de son (ses) correspondant(s), excepté en cas de faute lourde avérée de sa part.

Le Client supportera proportionnellement à sa part, toute les conséquences économiques et juridiques qui pourraient affecter les actifs ainsi placés par la Banque auprès de ces correspondants en raison de modifications de cours ou de disposition réglementaires de toute nature prises par ces



Caixa Geral de Depósitos

Luxembourg

pays ou des pays tiers entraînant notamment la suppression, la dépréciation, l'indisponibilité ou l'improductivité, totales ou partielles, des actifs inscrits au nom de la Banque ainsi qu'en raison d'événements de force majeure, de soulèvement, de guerre ou d'autres actes extérieurs à la Banque.

Le Client ne pourra exiger la restitution des actifs dans une devise autre que celle dans laquelle les actifs sont libellés.

SURVEILLANCE ET GARANTIE DES DEPOTS

ARTICLE 31 : AUTORITE DE SURVEILLANCE ET GARANTIE DES DEPOTS DU CLIENT

31.1 AUTORITE DE SURVEILLANCE

La Banque est inscrite au tableau officiel des établissements de crédit luxembourgeois tenu auprès de l'autorité de surveillance luxembourgeoise, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), sise à 110, route d'Arion, L-1150 Luxembourg. La Banque est une succursale de la Caixa Geral de Depósitos S.A., Lisboa (Portugal), établissement de crédit agréé et supervisé par la Banque du Portugal.

31.2 GARANTIE DES DEPOTS

La société mère de la Banque participe à un système d'indemnisation des déposants, le « Fundo de Garantia de Depósitos », ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts et des instruments financiers en faveur des Clients des établissements de crédit et des professionnels du secteur financier membres dudit système d'indemnisation, conformément aux dispositions légales régissant la garantie des dépôts.

II. COMPTES BANCAIRES

COMPTES OUVERTS PAR LA BANQUE

ARTICLE 32 : DEFINITIONS (COMPTE DE REFERENCE ET COMPTE ASSOCIE)

Le compte de référence ouvert par la Banque pour le Client est un compte courant ou compte de base. Tous autres comptes de quelque nature qu'ils soient sont des comptes associés au compte de référence, identifiables par rapport au compte de référence suivant la même racine de compte.

ARTICLE 33 : OUVERTURE DE COMPTE

La Banque peut ouvrir des comptes à vue, des comptes épargnes ou des comptes à terme sous forme de compte référence ou de compte associé en euros ou en devises aux personnes physiques ou morales agréées par elle dans le cadre des prescriptions légales en vigueur et des Conditions Générales de la Banque.

La Banque demeure libre d'accepter ou de refuser l'ouverture du compte sans être tenue de motiver sa décision. L'ouverture d'un compte par la Banque au nom du Client est subordonnée à l'accomplissement de toutes conditions fixées par la Banque au moment de l'entrée en relation avec le Client ainsi que tout autre condition relative à l'ouverture d'un compte, et notamment :

- (i) à l'identification du Client et du bénéficiaire économique du compte conformément à l'Article 4 des présentes Conditions Générales ;
- (ii) à l'accomplissement de toute formalité nécessaire à l'ouverture de compte ;
- (iii) à la complétion et la signature de tout document d'ouverture de compte et de toutes conditions particulières applicables à ce compte ;

- (iv) à la signature des présentes Conditions Générales ;
- (v) à la déclaration telle que prévue à l'Article 5 des présentes ;
- (vi) au dépôt d'un spécimen de signature du ou des titulaires et de leurs mandataires éventuels conformément à l'Article 6 des présentes ;
- (vii) le cas échéant, à la présentation des documents officiels justifiant des pouvoirs du ou des représentant(s) légal (aux) ou judiciaire(s) du Client si celui-ci est mineur ou majeur incapable.

ARTICLE 34: ARRETES DE COMPTES MENSUELS, TRIMESTRIELS, SEMI-ANNUEL OU ANNUEL

Les comptes en euros et en devises ne sont productifs d'intérêts que sous et suivant les conventions en ce sens entre la Banque et le Client.

Sauf disposition ou convention spéciale, les comptes sont arrêtés au choix de la Banque tous les premiers, trois, six ou douze mois, en vue du calcul et de la comptabilisation des intérêts débiteurs ou créditeurs produits par les comptes.

ARTICLE 35 : COMPTE COURANT (COMPTE A VUE)

Le compte courant est destiné à enregistrer toutes les opérations personnelles d'ordre privé, intervenant entre la Banque et le Client.

Ces opérations se transforment en simples articles de débit et de crédit générant, à tout moment, un solde qui fera apparaître selon le cas une créance ou une dette exigible.

Le compte courant n'est pas, sauf convention expresse contraire, générateur d'intérêts créditeurs au profit du Client. Il est générateur d'intérêts débiteurs suivant les cas et dans les conditions tarifaires de la Banque.

ARTICLE 36 : COMPTE A TERME

La Banque peut ouvrir des comptes de dépôts à terme en euros ou en devises aux conditions qu'elle détermine. La durée, les taux d'intérêts et les modalités applicables à ces comptes sont confirmés au Client lors de leur ouverture. Toute modification ultérieure fait l'objet d'une confirmation écrite.

A l'expiration du terme, le renouvellement (ou non) du dépôt par la Banque pour la même période et suivant les conditions en vigueur au moment du renouvellement est effectué selon les instructions parvenues à la Banque au plus tard deux jours ouvrables avant l'échéance du terme.

Les modalités du remboursement par anticipation d'un dépôt à terme feront l'objet de conditions particulières notifiées au Client lors de l'ouverture du compte à terme et de la constitution du dépôt.

ARTICLE 37 : COMPTE D'EPARGNE

La Banque peut ouvrir des comptes d'épargne, en euros, aux personnes physiques.

Sauf convention spéciale contraire, le compte d'épargne sera alimenté par versement en espèces au guichet de toute agence, par virement, par remise de chèque ou par tout autre moyen permettant d'alimenter le compte.

La Banque se réserve le droit de plafonner le montant maximum pouvant être crédité sur le compte d'épargne.

Le débit du compte d'épargne ne pourra se faire que par prélèvement d'espèces au guichet ou suivant virement entre



comptes propres du Client ouverts dans les livres de la Banque.

Les frais bancaires seront prélevés par débit du compte d'épargne.

Les sommes versées en compte épargne produisent d'intérêts lesquels seront fixées par la Banque selon les conditions des marchés. Les intérêts sont bonifiés au 31 décembre de chaque année.

Nonobstant l'Article 39 des présentes ci-dessous, des dispositions particulières règlent les conditions d'ouverture, de fonctionnement et de rémunération des comptes épargne destinés aux mineurs et aux jeunes.

Sauf en cas de remboursement total, les intérêts ne sont payés dans le courant de l'année que s'il s'agit d'intérêts échus au 31 décembre précédent. L'inscription des intérêts pour l'année écoulée peut s'effectuer durant toute l'année sans perte d'intérêts.

Les dépôts d'épargne produisent des intérêts, au plus tard, à partir du jour ouvrable qui suit le versement. Les sommes retirées cessent de porter des intérêts, au plus tôt, trente jours avant la date du retrait. Les sommes versées en compte épargne produisent des intérêts le 31 décembre de chaque année, dont le taux peut être modifié par la Banque à tout moment.

ARTICLE 38 : POUVOIRS DE MOUVEMENTER LES COMPTES

En principe, seul le titulaire du compte, ou en cas de personne morale, le représentant désigné de cette personne morale, a pouvoir de d'ordonner des mouvements de débit direct ou par voie de domiciliation (suivant les conditions d'une domiciliation) sur les avoirs inscrits en compte du Client.

38.1. UTILISATION DE COMPTE PAR SYSTEME DE BANQUE ELECTRONIQUE

FUNCTIONNEMENT

Sur demande du Client et après signature d'une convention particulière, la Banque peut mettre à disposition des produits de banque électronique permettant la réalisation d'opérations bancaires, à distance, sur ses comptes.

La Banque prend toutes les mesures de sécurisation de ces communications, en accord avec la réglementation en vigueur et les évolutions technologiques, néanmoins ces communications comportent certains risques de divulgation ou de limitation de confidentialité.

Dans le cadre du monitoring et des contrôles de sécurité, la Banque peut être amenée à contacter directement le client afin de vérifier une éventuelle situation de fraude et/ou de contrefaçon de données ou d'accès. Ce contact se fera sans restriction horaire et par voie téléphonique au numéro de portable relié au contrat de banque électronique.

Le Client accepte de décharger la Banque de toute responsabilité liée à la divulgation d'informations personnelles du client ou à la mauvaise exécution ou non transmission des ordres, à moins qu'une faute grave soit prouvée à l'encontre de la Banque.

Pour les types d'opérations où la signature manuscrite a été remplacée par un moyen d'accès électronique personnel et confidentiel, tel que la composition sur clavier virtuel dynamique d'un code personnel allié à la communication électronique, par voie de SMS ou de HardToken, d'un mot de passe unique non réutilisable (OTP), celui-ci est

opposable au Client avec la même valeur que la signature manuscrite.

38.2 EXCLUSION DE RESPONSABILITÉ

La Banque n'assume aucune responsabilité quant à l'exactitude et l'exhaustivité des communications transmises électroniquement et des données mises à disposition via le système de banque électronique. En particulier, la Banque ne peut pas être tenue pour responsable si les informations (solde, extraits, transactions, etc.) accessibles ne reflètent pas la réalité au moment de la consultation, compte tenu notamment du temps qui peut s'écouler entre l'enregistrement, l'exécution et la comptabilisation des opérations sur le(s) compte(s)/dépôt(s) du client.

La Banque décline toute responsabilité pour les dommages que pourraient subir le client et/ou l'utilisateur par suite notamment d'erreurs de transmission, de déficiences techniques, de blocages, de surcharges, d'interruptions, de dérangements ou d'interventions illicites sur le réseau Internet ou téléphonique, ou sur les installations de télécommunication, ou encore d'insuffisances de la part des exploitants de ces installations et réseaux.

La banque ne garantit ni un accès illimité aux canaux électroniques ni une utilisation sans restriction des prestations.

De même, la Banque ne peut assurer une mise à disposition absolue d'Internet ou des réseaux téléphoniques.

Les ordres passés dans le cadre du système de banque électronique de la Banque ne sont pas toujours exécutés immédiatement après la saisie, ni 24 heures sur 24. Leur traitement dépend notamment de considérations techniques, des horaires et jours d'ouverture de la Banque ainsi que, le cas échéant, des places boursières. La Banque n'assume aucune responsabilité en cas de perte si les ordres ne peuvent pas être exécutés dans les délais escomptés.

Dans le cadre de l'utilisation des services de banque électronique de la Banque, la durée des communications est dépendante de la qualité du réseau Internet ou téléphonique du Client. La Banque ne peut être tenue pour responsable de retards, délais inhabituels, erreurs ou interruption de réseau.

Les opérateurs téléphoniques facturent les connexions Internet effectuées depuis un réseau mobile (coûts de roaming) : le Client a la responsabilité de contrôler ces coûts qui ne sont pas dépendants de la Banque.

La Banque exclut toute responsabilité quant au matériel du Client, à l'accès technique aux services de banque électronique, à l'exploitant du réseau (fournisseur) et au(x) logiciel(s) mis en place pour le Client.

En ce qui concerne le logiciel qu'elle aurait éventuellement fourni ou auquel elle aurait donné accès, la Banque ne peut pas garantir qu'il puisse fonctionner de façon irréprochable individuellement ou en combinaison avec d'autres programmes choisis par le Client.

En particulier, la Banque n'assume pas de responsabilité pour tous les dysfonctionnements, pannes, dommages que pourrait subir ou qui pourraient être causés à l'équipement du Client ou aux données qui y sont enregistrées par des déficiences techniques, des dérangements, des surcharges ou des interventions tierces illicites, sauf si une faute grave lui est imputable.



Le Client ne peut tenir la Banque pour responsable du seul fait que le service de banque électronique serait temporairement ou définitivement indisponible à la suite de facteurs autres que la mauvaise foi ou la faute grave de la Banque.

La Banque se réserve le droit de bloquer ou de suspendre en tout temps l'accès au service de banque électronique en tout ou partie, sans devoir en indiquer le motif et sans dénonciation préalable. Elle fera en particulier usage de ce droit, en vue d'éviter toute immixtion de personnes non autorisées, en cas de tentatives d'identification incorrectes.

Dans l'hypothèse susmentionnée, le blocage ne peut être levé par la Banque que sur demande écrite du Client.

38.2. COMPTE JOINT

La Banque peut ouvrir des comptes joints au nom de deux ou de plusieurs personnes physiques majeures agréées par elle. Une convention particulière établie lors de chaque ouverture d'un compte joint détermine les modalités régissant ce compte et les pouvoirs de signature de chaque titulaire du compte.

Il est convenu qu'un compte joint laissant apparaître un solde débiteur entraîne pour ses titulaires l'application du principe de la solidarité passive.

Le compte joint est un compte assorti de la solidarité active et de la solidarité passive. Ainsi, les actes accomplis par l'un quelconque des co-titulaires engagent l'ensemble des co-titulaires du compte indivisiblement et solidairement, leurs héritiers et ayants droit étant tenus dans les mêmes conditions.

Les avis et relevés de compte, toute correspondance et, d'une façon générale, toute information émanant de la Banque sont adressés, à défaut de précisions conjointes et écrites des Co-titulaires, au premier nommé dans les Conditions Particulières.

En cas de décès de l'un des Co-titulaires, le compte joint ne sera pas bloqué, sauf en cas d'opposition écrite d'un ayant-droit du titulaire décédé ou du notaire chargé de la succession. Il continuera de fonctionner sous la signature du survivant ou de l'un ou l'autre des survivants.

Si la solidarité active permet au survivant, en cas de décès de l'un des Co-titulaires, d'appréhender l'actif qui figure au compte, il convient de préciser que le survivant ou les survivants sont seuls dépositaires de cet actif vis-à-vis des héritiers du défunt ou de leur notaire et qu'ils doivent leur rendre des comptes.

Le compte joint peut être dénoncé à tout moment, par lettre recommandée adressée à la Banque, par l'un des co-titulaires. La dénonciation prendra effet au jour de la réception par la Banque de cette notification, et le compte sera transformé en compte indivis et ne fonctionnera que suivant les signatures conjointes de l'ensemble des co-titulaires du compte. La Banque avisera l'ensemble des autres Co-titulaires de cette dénonciation.

La Banque se réserve le droit de refuser l'ouverture d'un compte et d'entrer en relation avec un potentiel Client, lorsque ce dernier présente des risques de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.

Si le compte présente un solde débiteur, les Co-titulaires seront tenus solidairement à son remboursement.

Le Co-titulaire qui a dénoncé le compte joint reste tenu solidairement avec les autres Co-titulaires du solde débiteur

du compte à la date de la notification de sa décision à la Banque, ainsi que des engagements découlant des opérations en cours à cette date.

38.3. COMPTE INDIVIS

Le compte indivis est un compte assorti de la solidarité passive, fonctionnant sur les signatures conjointes de tous les Co-titulaires du compte et/ou de leurs mandataires respectifs.

Les Co-titulaires du compte sont tenus solidairement envers la Banque de tous les engagements contractés dans le cadre de la convention de compte.

Les avis et relevés de compte, toute correspondance et, d'une façon générale, toute information émanant de la Banque sont adressés, à défaut de précisions conjointes et écrites des Co-titulaires, au premier nommé dans la convention de compte.

En cas de décès de l'un des Co-titulaires, le compte sera bloqué. Les sommes figurant au compte le jour du décès ne pourront être retirées que sur signature conjointe d'une part, de tous les autres Co-titulaires et, d'autre part, des ayants droit du défunt ou du notaire chargé de la succession.

Le compte indivis peut être dénoncé à tout moment, par lettre recommandée adressée à la Banque, signée par tous les titulaires. La dénonciation prendra effet au jour de la réception par la Banque de cette notification.

38.4. DISPOSITIONS COMMUNES

En cas de placement d'un Co-titulaire majeur sous un régime de protection, le compte joint ou le compte indivis sera bloqué dès que cette mesure aura été portée à la connaissance de la Banque. Le compte sera clôturé dans les meilleurs délais par la Banque.

L'intervention de tous les titulaires et du mandataire ou du représentant du majeur protégé, avec l'accord du juge des tutelles si nécessaire, est requise pour l'affectation du solde.

ARTICLE 39 : COMPTE AU NOM DE MINEURS, INTERDITS ET INCAPABLES

Les mineurs sont admis à se faire ouvrir tout type de compte sans l'intervention de leur représentant légal.

Les mineurs peuvent opérer lesdits comptes selon les modalités arrêtées par la Banque, en conformité avec les exigences légales et en fonction de l'âge du mineur.

Les comptes ouverts au nom de mineur ou de majeur protégé fonctionnent, selon le cas, sous la signature des représentants légaux, administrateurs, mandataires, tuteurs, subrogés tuteurs, ou curateurs désignés dans les conditions prévues par la loi et après autorisation, le cas échéant, des autorités judiciaires compétentes pour les opérations soumises à autorisation.

ARTICLE 40 : DECOUVERT EN COMPTE

Sauf convention particulière, tout compte doit présenter à tout moment un solde créditeur.

Toute tolérance par la Banque d'un débit en compte ou d'un dépassement de crédit ne pourra jamais être invoquée comme constitutive d'un droit quelconque au maintien du débit ou du dépassement ou à la répétition de la tolérance.

Exceptionnellement, la Banque pourra autoriser un découvert en compte ou un dépassement de crédit sur demande du Client. Une telle autorisation n'est cependant



que ponctuelle n'emporte pas d'autorisation générale de découvert en compte ou dépassement de crédit.

Sauf dérogation expresse, tout compte sans ligne de crédit, est passible de plein droit et sans mise en demeure d'intérêts calculés « prorata temporis » selon les taux d'intérêts débiteurs de la Banque.

La Banque pourra, à tout moment, exiger le remboursement immédiat du débit en compte ou du dépassement.

Sauf convention contraire, les intérêts débiteurs dont les taux sont repris dans la tarification sont applicables de plein droit, sans mise en demeure, sur les soldes débiteurs en compte. La présente disposition ne peut être interprétée comme autorisant le titulaire d'un compte à opérer des dépassements en compte.

Les intérêts débiteurs produits par les comptes sont capitalisés, conformément aux dispositions de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 41 : REDRESSEMENT D'ERREURS EN COMPTE

Le Client est tenu de signaler à la Banque les erreurs qui peuvent être contenues dans les documents et extraits de compte qui lui sont délivrés par la Banque.

Sous réserve de dispositions spéciales contenues dans ces Conditions Générales, dans des conditions particulières ou des dispositions légales applicables à la Banque, à défaut de réclamation par écrit dans les 30 jours à dater de l'expédition des documents et extraits de compte, les mentions figurant dans ces documents sont réputées exactes et approuvées par le Client, sous réserve d'erreur matérielle grossière.

La Banque peut à tout moment rectifier les erreurs matérielles grossières, au débit ou au crédit d'un compte du Client.

ARTICLE 42 : EXTRAITS DE COMPTES

Le Client reçoit sur base périodique un extrait de compte qui mentionne l'écriture ou les écritures passées, afin de lui permettre de suivre et de contrôler les opérations.

Ce relevé de compte est envoyé au moins une fois par mois au Client concernant un compte courant, et reprend les opérations effectuées, depuis l'établissement du relevé précédent, par le Client.

Le Client informe la Banque de tout changement de domicile ou d'adresse à laquelle le relevé doit être envoyé.

La Banque ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation faite par le récipiendaire des informations bancaires contenues sur l'extrait de compte.

Le Client peut recevoir l'extrait de compte par voie électronique. Dans ce cas, les conditions et modalités y relatives sont régies par convention spécifique entre le Client et la Banque.

ARTICLE 43 : COMPTES DORMANTS/INACTIFS

En cas d'absence de mouvement, d'instruction, de communication ou de déclaration de la part d'un Client ou de représentants autorisés pendant une durée prolongée et non interrompue de douze mois sur un compte ouvert auprès de la Banque, la Banque sera en droit de considérer ce compte comme un compte dit dormant. La Banque prendra toute mesure nécessaire à la gestion saine, prudente et diligente des avoirs en compte, dans le respect des dispositions légales et contractuelles applicables entre la Banque et le Client.

La Banque imputera sur les avoirs tenus en compte les frais et coûts occasionnés par la gestion des avoirs et par les recherches qui seraient mises en œuvre pour renouer contact avec le Client.

ARTICLE 44 : CLOTURE DE COMPTE

Les comptes sont clôturés, à l'initiative de la Banque ou du Client, suivant ces Conditions Générales ou les dispositions particulières applicables au compte spécifique pour lequel la clôture est envisagée, après apurement de toute position débitrice et paiement de tous frais éventuels restant dus relatifs à ce compte, suivant les tarifs de la Banque en vigueur.

La Banque peut par ailleurs, sous réserve des dispositions particulières en matière de crédit, mettre à tout moment et sans préavis fin à tout compte ouvert au nom d'un Client non consommateur. En présence d'un Client consommateur, la Banque pourra mettre fin à tout compte moyennant un préavis d'au moins deux mois sans justification de motifs.

La Banque est en droit d'apurer toute position débitrice par compensation avec d'autres avoirs du Client détenus sur d'autres comptes particuliers ouverts auprès de la Banque.

La résiliation de la relation d'affaire rend immédiatement exigible, sans mise en demeure préalable, tous les autres engagements du Client envers la Banque.

Après dénonciation de la relation d'affaires, la Banque pourra mettre tous les avoirs en comptes à disposition du Client, selon les modalités qu'elle jugera appropriée aux seuls risques de ce dernier.

Le Client pourra demander la clôture de son compte et /ou mettre fin à la relation avec la Banque sans avoir à en spécifier le motif. La Banque se réserve néanmoins le droit de fixer la date de clôture du compte en fonction des services choisis par le Client et qui sont encore en cours au moment de la demande de clôture du compte et au plus tard dans les 13 mois de la demande de clôture du compte.

Les dispositions des présentes Conditions Générales ainsi que tout autre convention écrite entre parties resteront applicables jusqu'à l'entière liquidation des opérations et engagements entre parties.

III. SERVICES DE PAIEMENT ET SEPA

ARTICLE 45 : DISPOSITIONS GENERALES

Sauf disposition expresse contraire contenue dans les présentes Conditions Générales de Banque ou dans une convention particulière avec le Client, les dispositions du présent Titre III ne s'appliquent qu'en cas de prestation de services de paiement par la Banque. Doit être entendu comme « service de paiement » au sens du présent Titre III tout service presté par la Banque dans le cadre duquel elle (a) exécute un paiement initié par (i) un payeur (que soit sur ordre ou au profit du Client) dans le cadre par exemple d'un virement ou un ordre permanent ou (ii) un bénéficiaire dans le cadre par exemple d'une domiciliation ou (b) lorsqu'elle met à disposition de ses clients des moyens de paiement permettant d'initier les paiements par l'intermédiaire de bénéficiaires comme par exemple dans le cadre de cartes de crédit ou de paiement ou (c) lorsqu'elle met à disposition du client d'autres moyens de paiement tel que par exemple les chèques, chèques bancaires, chèques de voyage, etc.

Les différentes prestations de services sont régies par des conditions spéciales de la Banque spécifique à chaque forme de paiement. Pour autant que ces conditions



spéciales n'y dérogent pas, les présentes Conditions Générales seront applicables.

Les données personnelles nécessaires aux transferts de fonds sont traitées par la Banque et par d'autres entreprises spécialisées telles que SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication). Ces traitements peuvent s'effectuer par l'intermédiaire de centres localisés dans d'autres pays européens et aux Etats-Unis d'Amérique, opérant conformément à leur législation. En conséquence, les autorités des Etats-Unis d'Amérique peuvent demander un accès aux données personnelles stockées dans ces centres de traitement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le client qui donne un ordre de transfert à la Banque pour exécuter un paiement ou toute autre opération, marque implicitement son accord avec le fait que toutes les données nécessaires à l'exécution correcte de la transaction peuvent être traitées en dehors du Luxembourg.

ARTICLE 46 : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AU PAIEMENT INTRA-COMMUNAUTAIRES

46.1. CHAMP D'APPLICATION

La présente section s'applique exclusivement aux services de paiements tels que définis à l'annexe de la loi relative aux services de paiements ayant transposé les dispositions européennes en la matière, lorsque ces services sont fournis en euros ou dans la devise d'un Etat membre de SEPA en dehors de la zone euro lorsque :

- (i) la banque du payeur et celle du bénéficiaire sont situées à Luxembourg, ou
- (ii) la banque du payeur est située à Luxembourg alors que la banque du bénéficiaire est située dans un autre Etat membre SEPA (ou vice-versa), ou
- (iii) une seule banque intervient dans les opérations de paiements et cette banque est située à Luxembourg.

46.2. DISTINCTION ENTRE LES OPERATIONS DE PAIEMENT INITIEES PAR DES CONSOMMATEURS ET LES OPERATIONS INITIEES PAR DES NON-CONSOMMATEURS

Les règles applicables aux opérations de paiement varient selon que le Client pour compte duquel la Banque exécute les opérations de paiements visées par le présent Titre III agit en qualité de consommateur ou non.

On entend par « consommateur » aux termes des présentes Conditions Générales, les personnes physiques qui effectuent leurs opérations de paiement dans un cadre autre que celui de leur activité commerciale ou professionnelle. Sont des « non-consommateurs » toutes les autres personnes physiques ou morales ne tombant pas sous la définition de consommateur.

46.3. DUREE ET RESILIATION DES CONTRATS AYANT POUR OBJET LA PRESTATION DE SERVICES DE PAIEMENT

Sauf disposition contraire spéciale, les contrats ayant pour objet la prestation de services de paiement sont conclus pour une durée illimitée.

Un contrat de paiement, que celui-ci soit à durée illimitée ou non, pourra être résilié par le Client à tout moment avec effet immédiat. Sans préjudice des dispositions de l'Article 29, la Banque ne pourra résilier un tel contrat de paiement, peu importe sa durée, qu'après observation d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 47 : EXECUTION DES MOUVEMENTS SUR LE COMPTE (VIREMENT/TRANSFERT, CARTE BANCAIRE, ORDRES PERMANENTS (DEBIT DIRECT), DOMICILIATION, RETRAIT ET DEPOT D'ESPECES)

VIREMENTS DE FONDS

47.1. DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX VIREMENTS DE FONDS

Le service de virement est un service de paiement par lequel un Client, en tant que payeur, donne un ordre de paiement à la Banque lui donnant instruction, par débit de son compte de paiement de transférer des fonds disponibles au crédit d'un compte de paiement détenu par un bénéficiaire.

Conformément aux instructions du Client, un virement peut être exécuté :

- (i) soit de façon ponctuelle ;
- (ii) soit de manière récurrente à intervalles réguliers, avec toujours le même bénéficiaire et le même montant - dans ce cas, il s'agit d'un ordre permanent.

Un ordre permanent est, sauf indication contraire, valable jusqu'à sa révocation expresse par le Client.

Le Client peut charger la Banque d'effectuer toutes sortes de transferts au Grand-duché de Luxembourg et à l'étranger. Ces derniers seront exécutés conformément à la réglementation des changes en vigueur.

La Banque se réserve le droit de ne pas exécuter les ordres non établis sur les formulaires d'ordre de virement que la Banque met à la disposition de la Clientèle.

A défaut d'instructions contraires du donneur d'ordre, la Banque se réserve le droit de créditer le compte du bénéficiaire dans ses propres livres des montants à transférer au profit de ce même bénéficiaire, ou de faire payer ces montants par un de ses établissements ou correspondants.

Les transferts ou remises au profit d'un Client auprès d'un correspondant de la Banque à l'étranger ne lui sont acquis définitivement qu'à dater du moment où les fonds sont effectivement crédités au compte de la Banque auprès du correspondant, nonobstant la réception préalable d'un avis de transfert ou la passation de l'écriture au crédit du compte du bénéficiaire auprès de la Banque.

Pour les transferts à l'étranger, la Banque peut, aux risques du donneur d'ordre, recourir aux services de ses correspondants ou de tiers.

Les ordres de transferts confiés à la Banque ne sont en principe pas susceptibles de révocation. Ils ne sont exécutés que dans la mesure où la provision est suffisante et que la signature s'avère conforme au modèle déposé. L'ordre de virement donné conformément aux dispositions des Articles 12 et 13 ci-dessus devra comporter :

- (i) le numéro de compte du bénéficiaire
- (ii) le numéro de compte du donneur d'ordre ;
- (iii) le code BIC de la banque du bénéficiaire
- (iv) le montant et la devise de l'opération.
- (v) la date d'exécution de l'opération.
- (vi) le motif de l'opération
- (vii) le nom du bénéficiaire



La Banque se réserve le droit de refuser l'exécution de l'ordre de virement en cas d'omission d'une des informations détaillées ci-dessus.

Dans l'hypothèse où la devise du compte à créditer ou à débiter diffère de la devise d'un ordre de transfert entrant ou sortant, la Banque opère la conversion au cours acheteur du marché pour les entrées de fonds, respectivement au cours vendeur du marché pour les sorties de fonds. Le risque de change est supporté par le client.

La Banque se réserve le droit de redébiter dans la même journée comptable le compte crédité à tort, si l'écriture créditrice du paiement contesté est techniquement impossible à annuler. Les retours de fonds s'effectuent pour le montant initialement émis, sous déduction des frais exposés par la Banque.

47.2. AUTORISATION DES OPERATIONS DE PAIEMENT

Les opérations de paiements sont instruites par le Client à la Banque suivant les termes des Conditions Générales de la Banque, et des conditions spécifiques ci-après.

47.3. RECEPTION D'UN ORDRE DE PAIEMENT

L'ordre de paiement ou la révocation dudit ordre de virement sont réputés reçus par la Banque au moment de la réception par celle-ci de l'ordre de paiement ou de sa révocation. Au cas où le moment de la réception n'est pas un jour ouvrable bancaire, l'ordre de virement ou sa révocation seront réputés reçus le jour ouvrable bancaire suivant. Les ordres de paiement ou leurs révocations qui sont parvenues à la Banque un jour ouvrable bancaire après 16h00 heures sont réputés reçus le jour ouvrable bancaire suivant.

Pour l'exécution des paiements, la Banque est dispensée de respecter l'ordre d'arrivée des instructions.

Si le Client indique que l'exécution de l'ordre de paiement commencera un jour donné, à l'issue d'une période déterminée ou le jour où le Client a mis les fonds à disposition de la Banque, le jour ainsi convenu sera considéré comme le moment de réception de l'ordre de paiement sauf s'il ne s'agit pas d'un jour ouvrable pour la Banque, auquel cas l'ordre de paiement du Client est réputé avoir été reçu par la Banque le jour ouvrable suivant.

L'ordre de paiement rendra indisponibles les sommes à transférer pour la période entre le moment de l'exécution de l'ordre et le débit effectif en compte.

Les délais précités commencent à courir à compter de la date de réception des ordres de virement, telle que définie ci-dessus.

47.4. REVOCATION DES ORDRES DE PAIEMENT

Lorsqu'il a été convenu que l'exécution de l'ordre de paiement commencera à un jour donné, à l'issue d'une période déterminée, ou le jour où le Client a mis les fonds à disposition de la Banque, le Client pourra révoquer ledit ordre de paiement jusqu'à 16h00, le jour ouvrable précédant le jour ainsi convenu.

Lorsque l'opération de paiement est initiée par ou via le bénéficiaire, le payeur ne peut pas révoquer l'ordre de paiement après avoir transmis l'ordre de paiement ou donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire.

47.5. EXECUTION D'UN ORDRE DE PAIEMENT ET FRAIS ASSOCIES

Les délais maximums pour les virements visés au présent Titre III sont les suivants :

- (i) pour un virement en euro :
 - a. effectué à partir d'un compte euro, le délai maximal est d'un jour ouvrable bancaire, sachant que ce délai est rallongé d'un jour ouvrable bancaire si le virement a été initié sur support papier ;
 - b. effectué à partir d'un compte dans une autre devise, sachant qu'il convient de procéder à une conversion monétaire avant l'envoi des fonds, le délai maximal est de quatre jours ouvrables bancaires.
- (ii) pour les virements dans une devise d'un Etat membre de SEPA ne faisant pas partie de la zone euro, le délai d'exécution maximal est de quatre jours ouvrables bancaires.

Les délais mentionnés ci-dessus courent à compter de la réception des ordres de virement telle que définis à l'Article 47.3 ci-dessus.

Pour toutes les opérations de paiement avec des Etats non membres de SEPA, le délai d'exécution de l'opération de paiement sera tributaire des règles de fonctionnement des systèmes internationaux de paiement et dans ce cas, la Banque ne sera pas tenue par les délais tels que prévus ci-dessus.

Les frais associés à ces virements sont reflétés dans les conditions tarifaires de la Banque lesquelles font partie intégrante des présentes Conditions Générales, consultables en agence.

Le Client autorise la Banque à débiter son compte des frais et commissions pour lesquels les extraits de compte tiendront lieu de factures pour services rendus.

47.6.1. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX VIREMENTS DE FONDS INITIES PAR UN CONSOMMATEUR

Lorsque le Client constate une opération non autorisée ou mal exécutée, il lui appartient d'en informer la Banque par écrit ou par tout autre moyen de communication convenu entre la Banque et le Client.

Lorsque le Client nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été effectuée ou affirme que l'opération de paiement n'a pas été exécutée correctement, il appartient à la Banque d'apporter la preuve de l'autorisation ou de l'exactitude d'exécution de l'opération. L'enregistrement de l'utilisation d'un instrument de paiement suffit à prouver qu'une opération de paiement a été autorisée par le Client.

Nonobstant les dispositions de l'article 41 des présentes Conditions Générales, les opérations de virement et de domiciliation sont réputées approuvées par le Client, lorsque la Banque n'aura pas reçu de réclamation écrite contre ces opérations dans les treize mois suivant la date de débit.

47.6.2. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX VIREMENTS DE FONDS INITIES PAR UN NON-CONSUMMATEUR

Lorsque le Client constate une opération non autorisée ou mal exécutée, il lui appartient d'en informer la Banque par écrit ou par tout autre moyen de communication convenu entre la Banque et le Client.

Lorsque le Client nie avoir autorisé une opération de paiement qui a été effectuée ou affirme que l'opération de paiement n'a pas été exécutée correctement, il lui incombe d'en apporter la preuve. L'enregistrement de l'utilisation d'un



instrument de paiement suffit à prouver qu'une opération de paiement a été autorisée par le Client non-consommateur.

Nonobstant les dispositions de l'article 43 des présentes Conditions Générales, les opérations de virement et de domiciliation sont réputées approuvées par le Client, lorsque la Banque n'aura pas reçu de réclamation écrite contre ces opérations dans les trente jours suivant l'expédition de l'ordre de paiement.

ORDRES PERMANENTS ET DOMICILIATIONS

47.7. ORDRES PERMANENTS

Le Client peut donner à la Banque des instructions permanentes pour l'exécution de paiements périodiques divers.

La Banque n'est pas tenue d'exécuter l'ordre permanent lorsque la provision est insuffisante. Elle peut dans ce cas résilier l'ordre permanent.

DOMICILIATION SEPA

47.8. FONCTIONNEMENT DU COMPTE PAR ORDRES DE DOMICILIATION SEPA

Les dispositions de l'article 33 s'appliquent aux domiciliations de créances SEPA (Single Euro Payment Area). Une domiciliation de créances SEPA est une opération de paiement en euros par laquelle le bénéficiaire, créancier du payeur, obtient du Client, en sa qualité de payeur dans sa relation avec le créancier, le consentement et l'autorisation, en vertu d'un mandat, de prélever le(s) montant(s) à payer directement du compte courant du Client, le Client et le créancier pouvant être établis dans deux pays différents de l'Espace Economique Européen, en Suisse ou à Monaco.

Le Client et le créancier conviennent dans le mandat, conservé auprès du créancier, du schéma selon lequel la domiciliation SEPA doit être effectuée, à savoir :

- (i) le schéma SEPA Direct Debit Core (ci-après dénommé "SDD Core"), ouvert à tout type de Client ;
- (ii) le schéma SEPA Direct Debit Business to Business (ci-après dénommé "SDD B2B"), réservé aux Clients agissant dans le cadre de leur activité commerciale ou professionnelle.

47.9. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A TOUT TYPE DE DOMICILIATION SEPA

Une domiciliation peut engendrer un seul prélèvement ou bien des prélèvements récurrents, en fonction de la présentation des demandes d'encaissement par le créancier et reçues par la Banque.

La Banque ne répond pas de l'exactitude des données fournies par le créancier et ne peut être rendue responsable ni de la périodicité des demandes d'encaissement présentées, ni des montants imputés au compte courant du Client.

La Banque est en droit de considérer les demandes d'encaissement reçues dans le cadre d'une domiciliation SEPA comme instruction de prélever du compte courant du Client le montant indiqué.

Toute demande d'encaissement ainsi reçue par la Banque est considérée provenir du créancier y indiqué. La Banque n'est tenue de vérifier ni l'authenticité de la demande d'encaissement, ni son origine et n'encourt aucune responsabilité à ce titre.

La Banque n'est pas tenue d'exécuter les ordres de domiciliation SEPA lorsque la provision sur le compte est insuffisante au jour de l'exécution, et peut dans cette hypothèse refuser la demande d'encaissement. La Banque se réserve le droit de refuser toute demande d'encaissement sur base d'un mandat SEPA d'un créancier, respectivement d'une banque d'un créancier, intervenue après un délai supérieur à 36 mois depuis le dernier encaissement en vertu du même mandat SEPA.

A la requête du Client, une demande d'encaissement peut être refusée pour autant que cette requête soit parvenue à la Banque le jour ouvrable précédant la date d'exécution.

Les rapports de droit entre le Client et le(s) créancier(s) ne font pas partie intégrante de la relation entre la Banque et le Client et n'entraînent pas de droits envers la Banque. Par conséquent, le Client doit faire valoir ses droits et prétentions issus des rapports de droit entre le Client et le(s) créancier(s) directement auprès du(des) créancier(s) et régler directement avec celui-ci(ceux-ci) les éventuels litiges qui en découleraient.

La Banque procède à l'exécution de la domiciliation sur base des instructions reçues du créancier, respectivement de la banque du créancier. Ces instructions doivent e.a. comprendre les données suivantes :

- (i) nom du payeur
- (ii) numéro de compte du payeur
- (iii) montant à prélever
- (iv) date d'exécution
- (v) numéro d'identification du mandat
- (vi) date de signature du mandat
- (vii) identifiant du créancier

A défaut d'instructions précises du Client, la Banque n'est pas tenue de vérifier les modalités et montants convenus entre le Client et le créancier.

Par ailleurs, le Client est en droit de donner instruction à la Banque de :

- (i) limiter l'encaissement des prélèvements à un certain montant et/ou à une certaine périodicité ;
- (ii) dans le cadre d'une domiciliation de type SDD B2B, de vérifier chaque opération de prélèvement ainsi que de vérifier, avant de débiter le compte courant que le montant et la périodicité du prélèvement soumis correspondent au montant et à la périodicité convenus dans le mandat, sur la base des informations relatives au mandat ;
- (iii) de bloquer n'importe quel prélèvement sur son compte courant ou de bloquer n'importe quel prélèvement initié par un ou plusieurs bénéficiaires spécifiés, ou de n'autoriser que les prélèvements initiés par un ou plusieurs bénéficiaires spécifiés.

47.10. DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX DOMICILIATIONS DE TYPE SDD CORE

Sauf indication contraire expresse du Client communiquée par écrit à la Banque, le Client mandate la Banque de prélever toute domiciliation SDD Core présentée pour encaissement par un créancier, respectivement une banque d'un créancier, du(des) compte(s) courant(s) du Client.

Endéans les 8 semaines du prélèvement du compte courant du Client en vertu d'une domiciliation SDD Core, ce dernier dispose d'un droit au remboursement du montant ainsi prélevé. Afin de faire valoir son droit au remboursement, le



Client doit s'adresser à la Banque dans le délai prémentionné.

47.11. DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX DOMICILIATIONS DE TYPE SDD B2B

Le Client doit immédiatement informer la Banque de tout nouveau mandat de type SDD B2B en fournissant soit une copie de ce mandat soit les informations y contenues. Il doit immédiatement informer la Banque en cas d'annulation ou de modification d'un mandat.

Au cas où le Client omet de signaler une modification d'un mandat à la Banque et que le créancier présente une demande d'encaissement sur base de l'ancien mandat, la Banque, qui n'a pas pu prendre connaissance de cette modification, exécute cette demande.

Lors de la première demande d'encaissement basée sur un mandat SDD B2B, la Banque vérifie si les données relatives au mandat transmises par le créancier ou par la banque du créancier correspondent à la copie ou aux informations y relatives fournies par le Client. En cas de discordance ou si le Client n'a pas fourni les informations concernant le mandat, la Banque tentera de joindre le Client afin d'obtenir confirmation du mandat. A défaut de confirmation, la Banque refuse l'exécution du paiement. Les conséquences de cette non-exécution sont à la charge du Client.

Le Client est tenu d'informer la Banque dès qu'il n'agit plus dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle.

Les montants prélevés sur base d'un mandat SDD B2B ne peuvent pas faire l'objet du droit au remboursement tel que prévu aux dispositions spécifiques relatives aux domiciliations de type SDD Core.

CARTES BANCAIRES

ARTICLE 48 : CARTES BANCAIRES

La Banque propose au Client un service de paiement par carte bancaire, régi par les dispositions d'une convention particulière relative aux services de paiements par carte bancaire, conclue préalablement avec le Client.

Lors de l'utilisation de la carte de débit, les sommes payées auprès d'un commerçant ou prélevées auprès d'un distributeur resteront indisponibles sur le compte courant pour la période entre le moment de l'utilisation et le débit effectif en compte.

Les présentes Conditions Générales s'appliquent, sous réserve de dispositions particulières contenues dans les conditions particulières relatives aux services de paiement par carte bancaire proposés par la Banque.

48.1. 3DSECURE _ CONDITIONS D'UTILISATION

3-D Secure est une norme internationalement reconnue d'identification du titulaire d'une carte de crédit pour les paiements en ligne utilisant l'appellation « MasterCard® SecureCode™ » pour les paiements par MasterCard® et « Verified by Visa » pour les paiements par Visa. Elle a pour but de renforcer la sécurité des transactions sur Internet en limitant les risques de fraude.

Activation du service 3-D Secure

Le Client peut activer 3-D Secure au cours d'une transaction en ligne sur un site offrant ce service.

Si le Client refuse la demande d'activation, les transactions en ligne effectuées sur un site utilisant 3-D Secure ne pourront être complétées.

Le Client doit définir son mot de passe 3-D Secure (ci-après le « **Mot de passe** ») ainsi que fournir son numéro de téléphone portable. Il doit par ailleurs définir un message de sécurité personnel (ci-après le « **Message de sécurité** »). Ce Message de sécurité apparaît lors de toutes les transactions 3-D Secure ultérieures au moment de la demande de saisie du Mot de passe.

L'activation du service 3-D Secure est gratuite et s'effectue par le biais d'une connexion Internet sécurisée. En activant 3-D Secure, le Client accepte les présentes Conditions.

Le Client doit activer séparément chacune de ses cartes de crédit. Lors d'un remplacement, la nouvelle carte doit également être activée.

Utilisation de la carte et autorisation

La saisie du Mot de passe et du code reçu par SMS confirme l'approbation du paiement par carte conformément aux dispositions des conditions générales de la banque émettrice.

Obligation de diligence et de coopération

Le Client doit choisir un Mot de passe sécurisé qui ne doit pas contenir de combinaisons facilement identifiables (par ex. numéros de téléphone, anniversaires, immatriculations, nom du Client ou d'un membre de sa famille).

Le Client est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité du Mot de passe et du Message de sécurité. Il doit notamment s'assurer de ne pas les écrire ou les sauvegarder sous un format électronique dans leur forme intégrale ou modifiée, codifiée ou non, que ce soit sur la carte elle-même ou ailleurs. Le Client s'engage également à ne pas communiquer son Mot de passe et son Message de sécurité à un tiers ni à les rendre accessibles à un tiers de quelque façon que ce soit.

Le Client ne doit saisir son Mot de passe pour une transaction en ligne que si le champ correspondant contient le Message de sécurité du client ainsi que le logo « MasterCard® SecureCode™ » ou « Verified by Visa ».

En l'absence du Mot de passe et/ou du Message de sécurité ou s'il soupçonne une utilisation frauduleuse, le Client doit immédiatement en informer la Banque. Le Client est exclusivement responsable de préserver la confidentialité du Mot de passe et/ou du Message de sécurité.

Le Client doit immédiatement modifier son Mot de passe et/ou son Message de sécurité s'il a des raisons de croire qu'un tiers a pris connaissance de son Mot de passe et/ou de son Message de sécurité.

Responsabilité

La Banque ne garantit pas la disponibilité systématique de 3-D Secure et ne saurait être tenue responsable de tout dommage résultant d'une panne, interruption (y compris en cas de maintenance nécessaire) ou surcharge des systèmes de la Banque ou de l'un des tiers mandatés par la Banque.

De plus, la Banque ne saurait être tenue responsable de tout échec du service 3-D Secure résultant du mauvais fonctionnement d'une machine, d'un conflit social ou d'autres événements en dehors de son contrôle.

Résiliation

La Banque se réserve le droit de résilier le service 3-D Secure à tout moment.

RETRAIT D'ESPECES ET DEPOTS D'ESPECES EN EURO

ARTICLE 49: RETRAIT D'ESPECES

Le retrait d'espèces est un service de paiement initié par le Client, consistant à débiter son compte de paiement contre la remise d'espèces.

Le retrait d'espèces peut être réalisé en agence ou moyennant l'utilisation d'un instrument de paiement, à un guichet automatique de banque ou à un terminal de point de vente.

Le retrait d'espèces au guichet est réputé autorisé par le Client lorsque celui-ci appose sa signature manuscrite sur l'instruction de retrait y relative.

Le Client qui veut être assuré de pouvoir retirer un montant supérieur à [10.000] euros en espèces à une date déterminée doit aviser la Banque deux jours ouvrables bancaires auparavant.

ARTICLE 50: DEPOT D'ESPECES

Le dépôt d'espèces est un service de paiement initié par le Client, consistant au versement d'espèces sur un compte de paiement contre le crédit correspondant au compte de paiement désigné par le Client.

Les dépôts d'espèces peuvent être effectués aux guichets contre délivrance par la Banque d'un reçu qui vaut preuve du versement.

Une opération de dépôt d'espèces est réputée autorisée par le Client par la signature manuscrite du Client apposée sur l'instruction de dépôt y relative.

Une opération de dépôt d'espèces est irrévocable dès la remise des espèces par le Client.

RETRAIT D'ESPECES ET DEPOTS D'ESPECES EN DEVISES

Les retraits et dépôts d'espèces en devises ne sont pas admis et feront obligatoirement l'objet d'une conversion en euros.

IV. SERVICES DE CREDIT

ARTICLE 51 : CONDITIONS GENERALES DES PRETS ET CREDITS

Tous les prêts et crédits, sous quelque forme qu'ils soient accordés sont régis par les conditions générales de crédit, les clauses et conditions figurant dans les conventions particulières établies lors de chaque opération en forme authentique ou sous seing privé, sans préjudice des présentes Conditions Générales.

Si le prêt ou le crédit est accordé au nom de plusieurs personnes physiques ou morales, ou d'une association de fait, les co-titulaires ou associés sont tenus solidairement et indivisiblement au paiement du solde débiteur. Ils ne peuvent pas invoquer le bénéfice de discussion ou de division, indépendamment de leur qualité de commerçant ou de non-commerçant.

Dans ce cas, la créance de la Banque est stipulée indivisible et pourra être réclamée en partie ou en totalité à chacun des contractants ou de leurs ayants-droit.

ARTICLE 52 : INTERETS, COMMISSIONS ET FRAIS

Les stipulations d'intérêts, de commissions et de frais des différentes sortes de prêts et de crédits sont régies par les conventions particulières conclues entre le Client et la Banque, ainsi que par les dispositions des présentes Conditions Générales.

Sauf stipulation contraire, la Banque a le droit de modifier les taux d'intérêts débiteurs ainsi que les commissions et frais perçus pour tenir compte de toute modification législative ou réglementaire, ainsi que des usages de la place et de la situation du marché.

Toute modification des taux d'intérêts débiteurs, des commissions et frais perçus est portée à la connaissance du Client moyennant un préavis raisonnable et par tout moyen que la Banque jugera approprié.

En l'absence de dispositions contractuelles contraires dans un contrat de crédit conclu entre un Client, agissant dans l'obtention du crédit en qualité de consommateur et la Banque, la Banque entend bénéficier de l'article 12 de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard, telle que modifiée (la « **Loi de 2004** »). La somme figurant sur les avis (jointes aux extraits de compte) relatifs aux sommes dues en vertu d'un contrat de crédit sera majorée de plein droit des intérêts au taux légal à l'expiration de la fin du troisième mois suivant la date de paiement de chaque somme due, telle que déterminée dans le contrat de crédit.

Pour les contrats conclus avec des personnes physiques ou morales autres que des consommateurs, conformément à l'article 3 de la Loi de 2004, des intérêts de retard sont dus de plein droit dès le jour suivant la date de paiement - telle que convenue entre les parties - sur les sommes dues par le Client en vertu d'un contrat de crédit qu'il a conclu avec la Banque.

ARTICLE 53 : CONTRATS CONCLUS AVEC DES CONSOMMATEURS

En cas de contrat de crédit passé avec un consommateur, au sens du Code de la Consommation, la Banque communique au consommateur :

- (i) avant que celui-ci soit lié par un contrat ou une offre de crédit,
- (ii) sur base des informations et préférences communiquées à la Banque par le Client (la Banque n'étant pas responsable des informations communiquées par le Client),
- (iii) l'information nécessaire à la comparaison d'offres de crédit différentes. Cette information est fournie par la Banque sur un support papier ou sur un autre support durable, à l'aide d'un formulaire normalisé intitulé « Informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs ». Le Client reconnaît que la Banque sera, dès communication au Client des Informations européennes normalisées en matière de crédit aux consommateurs, réputée avoir satisfait à ses obligations d'information au sens du Code de la Consommation.

CGD L 2-2018-v01 (version du 25 mai 2018)